ISSN 3088-8824

# Les Enjeux Eco

*Quotidien national de l'économie*

Dimanche 22 novembre 2026 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°1031 ■

MDN

**Deux narcotrafiquants marocains neutralisés à Naâma**

P 16

INVESTISSEMENTS ÉNERGÉTIQUES EN AFRIQUE

# L'Algérie sollicite l'appui des pays nordiques

***Le renforcement des investissements, le transfert de technologies et la coopération industrielle constituent des leviers essentiels pour accélérer le développement énergétique en Afrique. C'est dans cette perspective que l'Algérie a appelé à une mobilisation accrue des capacités financières et technologiques des pays nordiques en faveur du continent, confronté à un important déficit d'accès à l'énergie et de financement des infrastructures.*** P 3




PRISE EN CHARGE DU DIABÈTE DE TYPE 2

## *Saidal lance un nouveau médicament "DAPAFLUX"*

Le groupe pharmaceutique public Saidal a procédé, hier à Alger, au lancement officiel de DAPAFLUX, un nouveau médicament destiné au traitement du diabète de type 2 et à la prévention de ses complications cardiovasculaires et rénales. L'annonce a été faite à l'occasion d'une rencontre scientifique placée sous le slogan « Convergence : une approche commune».

P 2

POUR UN MONTANT DE 290 MILLIONS DE DOLLARS

## *Le consortium CRCC et Huawei réalisera le data center de secours*

L'Algérie s'apprête à se doter d'un centre national de données de secours, destiné à assurer la continuité de ses systèmes numériques en cas de panne ou de perturbation majeure. Le projet, dont le montant s'élève à 39,8 milliards de dinars, soit près de 290 millions de dollars, a été confié à un groupement d'entreprises chinoises constitué autour de China Railway Construction Corporation (CRCC) et du groupe Huawei.

P 3

LIGNE MINIÈRE EST ET PORT D'ANNABA

## *Les travaux de réalisation s'accélèrent*

Le projet de phosphate intégré franchit de nouvelles étapes dans sa concrétisation. Les travaux de réalisation de la ligne ferroviaire minière Est et d'extension du port phosphatier d'Annaba enregistrent une avancée notable, avec l'objectif de renforcer les capacités nationales de transport et d'exportation du phosphate.

P 5

SNS HOLDING

**Signature d'un mémorandum d'entente avec la soudanaise SENMAR Engineers** P 2

INVESTISSEMENT, ÉNERGIE, MINES ET AGRICULTURE

**Plusieurs domaines de coopération algéro-canadienne ciblés** P 3

CROISSANCE HORS HYDROCARBURES CONSOLIDÉE ET DÉFICIT BUDGÉTAIRE RÉDUIT

**La Banque mondiale salue la résilience de l'économie algérienne** P 16

SNS HOLDING

## Signature d'un mémorandum d'entente avec la soudanaise SENMAR Engineers

L'industrie sidérurgique algérienne entend renforcer sa présence sur les marchés africains et diversifier ses débouchés à l'international. Dans cette perspective, la SNS Holding et la société soudanaise SENMAR Engineers and Consultants ont signé, jeudi dernier à Alger, un mémorandum d'entente visant à ouvrir de nouvelles perspectives de coopération commerciale et industrielle entre l'Algérie et le Soudan.
Cet accord a été conclu à l'issue d'une rencontre organisée au siège de la SNS Holding, à l'occasion de la visite d'une délégation économique soudanaise de haut niveau, conduite par le Dr Khaled Abdeen Muhammad Ahmed Al-Shami, secrétaire général du Fonds de sécurité sociale des travailleurs des forces armées du Soudan. La rencontre s'est déroulée en présence de Slimane Arar, directeur général de la SNS Holding, ainsi que de représentants du ministère de l'Industrie et de plusieurs institutions relevant du groupe.
Le mémorandum, signé par Slimane Arar, au nom de la SNS Holding, et Khalid Muhammad Al-Hassan Al-Haj, directeur général de SENMAR Engineers, établit un cadre général de coopération destiné à développer les relations commerciales entre les deux entreprises. Il prévoit notamment la promotion des produits de la SNS Holding et de ses filiales sur le marché soudanais, ainsi que l'exploration de nouvelles perspectives de commercialisation et de distribution.
L'accord ouvre également la voie à l'étude de projets de coopération dans les domaines industriel et de l'ingénierie, y compris les projets d'approvisionnement et de réalisation de type EPC (Engineering, Procurement and Construction). Il prévoit, à cet effet, la coordination et l'échange d'informations sur les besoins du marché soudanais, les opportunités commerciales et les projets susceptibles d'intéresser les deux parties. Cette première étape sera suivie de consultations et de rencontres bilatérales entre les entreprises concernées afin d'identifier les possibilités de coopération, d'évaluer les besoins techniques, commerciaux et financiers et de définir les modalités de concrétisation des projets à travers la conclusion d'accords et de contrats commerciaux.

**Z R.**

PRISE EN CHARGE DU DIABÈTE DE TYPE 2

# Saidal lance un nouveau médicament "DAPAFLUX"

*Le groupe pharmaceutique public Saidal a procédé, hier à Alger, au lancement officiel de DAPAFLUX, un nouveau médicament destiné au traitement du diabète de type 2 et à la prévention de ses complications cardiovasculaires et rénales. L'annonce a été faite à l'occasion d'une rencontre scientifique placée sous le slogan « Convergence : une approche commune».*

**Par Z R.**

En effet, avec le lancement de ce nouveau médicament "DAPAFLUX", le groupe Saidal a franchi une nouvelle étape dans le développement de son offre thérapeutique. Organisée à Alger, la rencontre scientifique consacrée à cette nouvelle spécialité a réuni plusieurs responsables du secteur pharmaceutique, des experts médicaux et des cadres du groupe. La cérémonie s'est déroulée sous la supervision du directeur général de Saidal, Younes Bouarara, en présence du secrétaire général du ministère de l'Industrie pharmaceutique, Abdelhakim Boudis, représentant le ministre du secteur, le Dr Wassim Kouidri.
Étaient également présents le directeur général de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques, Cherif Dlih, le professeur Ammar Tabaibia, président du comité d'experts pluridisciplinaire chargé de donner son avis sur la liste nationale des médicaments essentiels, ainsi que plusieurs professeurs et médecins spécialistes.
Intervenant à cette occasion, le directeur général du groupe Saidal a indiqué que le lancement de DAPAFLUX représente une nouvelle étape dans le parcours de développement de l'entreprise publique.
Cette initiative s'inscrit dans une stratégie visant à diversifier les domaines thérapeutiques, à consolider les capacités industrielles et technologiques du groupe et à promouvoir l'innovation dans le secteur pharmaceutique.
Le responsable a également réaffirmé l'engagement de Saidal à garantir aux citoyens l'accès à des médicaments de qualité à des prix accessibles, afin de répondre aux besoins des patients.
De son côté, le secrétaire général du ministère de l'Industrie pharmaceutique, Abdelhakim Boualdis, a insisté, dans son intervention au nom du ministre, sur la nécessité d'adopter une approche globale dans la prise en charge du diabète de type 2. Cette approche repose notamment sur le dépistage précoce, le suivi médical régulier et la prévention des complications cardiovasculaires et rénales liées à cette maladie chronique. Il a, par ailleurs, rappelé que cette orientation s'inscrit dans la vision stratégique du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer la souveraineté sanitaire nationale et à améliorer la prise en charge des maladies chroniques.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

## Renforcer les passerelles avec la diaspora scientifique

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Wassim Kouidri, a reçu, samedi à Alger, le coordinateur du Haut Conseil de la communauté scientifique nationale à l'étranger, Pr. Elias Zerhouni, afin d'examiner les moyens de renforcer la contribution des compétences scientifiques algériennes établies à l'étranger au développement de l'industrie pharmaceutique nationale, indique un communiqué du ministère.
La rencontre, qui s'est déroulée en présence du secrétaire général du Haut Conseil, le professeur Mostéfa Khiati, a été l'occasion occasion d'aborder la situation de l'industrie pharmaceutique et la dynamique que connaît le secteur, ainsi que d'examiner les mécanismes permettant de tirer parti de l'expertise scientifique et technologique de la communauté algérienne établie à l'étranger pour accompagner son développement.
Dans ce cadre, l'accent a été mis sur l'importance de mettre en place un groupe de travail conjoint, regroupant des représentants du ministère et du Haut Conseil, chargé d'identifier les domaines de coopération prioritaires et de les traduire en initiatives scientifiques, permettant de valoriser les compétences algériennes à l'étranger, de soutenir l'innovation et de renforcer le transfert de connaissances et de technologies.
Cette démarche vise à contribuer au développement des capacités de l'industrie pharmaceutique nationale, notamment dans les domaines de la production et de l'exportation.

APS

TECHNOLOGIES AGRICOLES

## Rendez-vous à El-Oued les 24 et 25 novembre

L'école supérieure d'agriculture saharienne d'El-Oued s'apprête à accueillir, les 24 et 25 novembre, la deuxième édition de la conférence internationale sur la technologie et l'innovation pour la modernisation de l'agriculture saharienne "Timsa26", a-t-on appris, samedi, des organisateurs.
Pour cette deuxième édition, le programme plénier mobilise des spécialistes issus d'institutions de recherche et d'universités d'Europe et d'Afrique du nord, autour de problématiques directement liées à la résilience des systèmes agricoles et pastoraux, telles que l'adaptation climatique et l'élevage de ruminants, ont-ils précisé.
L'intervention inaugurale traitera de l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation des effets de serre dans les systèmes d'élevage de ruminants en Algérie, en mettant l'accent sur les races locales, la mobilité pastorale et les ressources fourragères alternatives.
Des communications seront aussi présentées sur la question de la tique du dromadaire, ses aspects généraux et les stratégies de contrôle et de gestion, en plus d'un exposé sur l'analyse des leviers d'un élevage bovin et camelin durable en régions arides.
Une conférence dédiée à l'optimisation des flux de vision par ordinateur pour le suivi de l'activité avicole, illustrant l'apport des outils numériques au pilotage des élevages, ainsi qu'une autre sur la diversité génétique et microbienne dans une perspective "One Health" au sein des systèmes d'élevage nord-africains et leurs enseignements pour les agrosystèmes sahariens, suivie d'une intervention sur la convergence entre biologie, science des matériaux et nanotechnologies, figurent aussi au programme de la rencontre scientifique.
Structurée autour de 7 conférences plénières, 49 communications orales réparties sur cinq sessions thématiques, 145 posters scientifiques ainsi qu'une table ronde avec des experts du domaine et de débats généraux, la conférence articule ses travaux autour de plusieurs axes stratégiques dont la gestion intelligente des troupeaux et l'innovation technologique, la production fourragère et les systèmes de culture résilients, l'alimentation agroécologique et bioéconomie circulaire ainsi que les ressources génétiques et l'approche "One Health".
La rencontre s'impose comme un laboratoire d'idées où chercheurs, universitaires et praticiens confronteront les avancées de l'intelligence artificielle, les sciences du vivant et la gestion des ressources aux réalités des milieux arides et semi-arides.
Pour les organisateurs de l'Ecole supérieure d'agriculture saharienne d'El-Oued, l'enjeu de Timsa26 réside dans sa capacité à croiser les regards disciplinaires autour d'une question centrale, à savoir comment concilier la préservation des ressources naturelles et de la biodiversité locale avec le déploiement d'innovations technologiques capables d'accroitre la productivité et la résilience climatique des exploitations sahariennes.
Les participants entendent dégager des pistes concrètes au service d'une agriculture saharienne moderne et durable.

R E.

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

INVESTISSEMENTS ÉNERGÉTIQUES EN AFRIQUE

# L'Algérie sollicite l'appui des pays nordiques

*Le renforcement des investissements, le transfert de technologies et la coopération industrielle constituent des leviers essentiels pour accélérer le développement énergétique en Afrique. C'est dans cette perspective que l'Algérie a appelé à une mobilisation accrue des capacités financières et technologiques des pays nordiques en faveur du continent, confronté à un important déficit d'accès à l'énergie et de financement des infrastructures.*

**Par Selma R.**

Intervenant lors d'une rencontre consacrée à la coopération énergétique, organisée en marge de la 23e réunion des chefs de la diplomatie africains et nordiques, ouverte jeudi à Oslo (Norvège), sous le thème « Le dialogue à l'ère de l'incertitude : unis pour un avenir prospère », le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a mis en évidence le paradoxe énergétique africain. Celui-ci se caractérise par l'abondance des ressources naturelles du continent, contrastant avec les difficultés persistantes d'accès à l'électricité et aux solutions de cuisson propres. Près de 600 millions de personnes en Afrique restent privées d'accès à l'électricité, tandis qu'environ 970 millions ne disposent pas de solutions de cuisson propres.
Le déficit d'investissement constitue également un obstacle majeur. Selon les données évoquées lors de cette intervention, près de 15 milliards de dollars par an seraient nécessaires pour parvenir à un accès universel à l'électricité en Afrique subsaharienne à l'horizon 2035, alors que les engagements actuels restent inférieurs à un milliard de dollars annuellement. Par ailleurs, le continent ne capte que 3,3 % des investissements énergétiques mondiaux.
Pour Ahmed Attaf, le défi africain ne consiste donc pas uniquement à accroître les capacités de production, mais également à mobiliser les financements, les compétences et les partenariats nécessaires au développement d'infrastructures énergétiques durables.

**L'expérience algérienne présentée**

Abordant l'expérience algérienne, il a rappelé que le pays s'est fixé un objectif de 15 000 MW de capacités d'énergies renouvelables à l'horizon 2035. La première phase réalisée représente 700 MW, tandis qu'un objectif intermédiaire de 3 200 MW est fixé à l'horizon 2030. En parallèle, le gaz naturel demeure un pilier essentiel du développement industriel national et du rôle de l'Algérie en tant que fournisseur international fiable d'énergie.
Le représentant de l'Algérie a également souligné le potentiel de coopération avec les pays nordiques, dont les capacités financières, industrielles et technologiques pourraient contribuer davantage au développement énergétique africain. Il a notamment cité l'expertise norvégienne dans les hydrocarbures, l'ingénierie offshore et l'hydroélectricité, le savoir-faire danois dans l'énergie éolienne, les capacités technologiques suédoises, l'expérience islandaise dans la géothermie ainsi que les compétences finlandaises en matière d'efficacité énergétique et de solutions numériques.
Dans ce contexte, il a plaidé pour la promotion des coentreprises, du co-investissement, du transfert de technologies, de la formation et des partenariats entre les entreprises nordiques et africaines. Une démarche qui permettrait de valoriser les complémentarités industrielles et de renforcer les capacités locales.
L'intégration régionale constitue un autre axe prioritaire. Les initiatives de coopération devraient, selon lui, être étroitement alignées sur les priorités énergétiques régionales et continentales. Il a, à ce titre, évoqué les efforts de l'Algérie en matière d'interconnexion énergétique avec les pays du sud du Sahara et avec l'Europe, notamment à travers l'Italie et l'Espagne.
Enfin, le représentant algérien a insisté sur la nécessité d'assurer davantage de cohérence dans les partenariats énergétiques internationaux. Alors que les pays européens continuent de rechercher des approvisionnements supplémentaires et fiables en gaz naturel, les attentes à l'égard des pays producteurs doivent, selon lui, s'accompagner d'engagements concrets en matière d'investissement, de financement et de garanties commerciales à long terme. L'enjeu est ainsi de faire évoluer la coopération énergétique vers des partenariats équilibrés, fondés sur des investissements durables, le partage d'expertise et des engagements réciproques.

INVESTISSEMENT, ÉNERGIE, MINES ET AGRICULTURE

## Plusieurs domaines de coopération algéro-canadienne ciblés

**Par Zahir R.**

Le renforcement de la coopération économique et commerciale entre l'Algérie et le Canada a été au centre d'une série de rencontres tenues par la sous-ministre adjointe canadienne pour l'Afrique et les Affaires pangéographiques, Cheryl Urban, avec plusieurs responsables algériens et représentants du secteur économique, à l'occasion de sa visite en Algérie.
Cette visite a permis d'explorer de nouvelles perspectives de partenariat entre les deux pays, notamment dans les domaines de l'investissement, de l'innovation, de l'énergie, des mines, de l'agriculture et du transport aérien. L'objectif affiché est de favoriser les échanges commerciaux, de promouvoir les investissements croisés et de consolider les relations entre les communautés d'affaires algérienne et canadienne.
Dans ce cadre, Cheryl Urban s'est entretenue avec Kamel Moula, président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA). Les discussions ont porté sur les possibilités d'investissement, les perspectives d'innovation et les moyens de développer les partenariats entre les opérateurs économiques des deux pays. Les deux parties ont également évoqué les opportunités de renforcer la coopération commerciale et économique, en s'appuyant sur les liens humains qui unissent l'Algérie et le Canada.
La dimension régionale de cette coopération a également été abordée lors d'une rencontre avec les membres du CREA de Béjaïa. Les échanges ont notamment mis en avant les projets portés par le secteur privé dans cette wilaya, caractérisée par un tissu industriel et un potentiel économique diversifié. Les discussions ont permis d'identifier des pistes de partenariat et des possibilités de valorisation de l'expertise canadienne dans plusieurs secteurs d'activité. La responsable canadienne a, par ailleurs, été reçue par le wali de Béjaïa, Mohamed Meziane, avec lequel elle a évoqué les perspectives de coopération et de développement de partenariats mutuellement bénéfiques à l'échelle régionale.
Le secteur minier figure également parmi les axes de coopération explorés. Reçue par Karima Bakir Tafer, secrétaire d'État chargée des Mines, Cheryl Urban a échangé sur les perspectives de développement de l'industrie minière algérienne, notamment en matière d'exploitation responsable des ressources et de possibilités de partenariat dans des domaines d'intérêt commun.
Dans le domaine énergétique, la représentante canadienne a rencontré Ferhat Ounoughi, vice-président Développement des affaires de Sonatrach, et Youcef Malki, vice-président de l'Activité Transport par Canalisation. Les discussions ont porté sur les priorités stratégiques du groupe pétrolier et gazier national ainsi que sur les opportunités de renforcer les relations avec les entreprises canadiennes, en particulier à travers le transfert d'expertise, les solutions technologiques et les innovations susceptibles d'accompagner le développement du secteur.
La coopération a également été évoquée dans le domaine du transport aérien, à l'occasion d'une rencontre avec Hamza Benhamouda, président-directeur général d'Air Algérie. Les échanges ont porté sur les possibilités de développer les relations aéronautiques entre les deux pays et de promouvoir des partenariats entre les opérateurs du secteur.
Par ailleurs, la sécurité alimentaire et le développement agricole durable ont constitué un autre volet de cette série de consultations. La sous-ministre canadienne a rencontré Souad Assous, secrétaire générale du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche. Les deux responsables ont mis en avant les perspectives de consolidation du partenariat agricole, notamment autour de la promotion de pratiques durables, du renforcement de la sécurité alimentaire et du développement de projets répondant aux ambitions de l'Algérie.
À travers ces différents échanges, l'Algérie et le Canada explorent ainsi plusieurs pistes de coopération sectorielle, avec une attention particulière accordée à la mobilisation des investissements, à l'expertise technologique et à la participation du secteur privé.

POUR UN MONTANT DE 290 MILLIONS DE DOLLARS

## Le consortium CRCC et Huawei réalisera le data center de secours

**Par S. R.**

L'Algérie s'apprête à se doter d'un centre national de données de secours, destiné à assurer la continuité de ses systèmes numériques en cas de panne ou de perturbation majeure. Le projet, dont le montant s'élève à 39,8 milliards de dinars, soit près de 290 millions de dollars, a été confié à un groupement d'entreprises chinoises constitué autour de China Railway Construction Corporation (CRCC) et du groupe Huawei.
Attribué par le Haut-Commissariat à la numérisation, ce marché porte sur l'étude, la réalisation, la fourniture des équipements et la mise en service de cette infrastructure stratégique. Le groupement réunit trois entités, à savoir CRCC International, CRCC Algeria et Huawei Telecommunication Algeria, dont les domaines de compétences sont complémentaires. CRCC, par l'intermédiaire de ses deux filiales, est un groupe spécialisé dans les grands projets d'ingénierie, de construction et d'infrastructures, notamment ferroviaires et de transport. Présent sur de nombreux marchés internationaux, il intervient également dans la réalisation d'ouvrages et d'équipements complexes. Huawei, représenté ici par Huawei Telecommunication Algeria, apporte pour sa part son expertise dans les télécommunications, les technologies de l'information et les infrastructures numériques. Cette association permet donc de couvrir à la fois la réalisation des infrastructures physiques et l'installation des équipements technologiques du futur centre.
Le marché découle de l'appel d'offres national et international ouvert avec exigences de capacités minimales n° 01/HCN/2026, lancé par le Haut-Commissariat à la numérisation au printemps 2026, puis relancé à la fin du mois de juin de la même année. Structurée en deux lots distincts, la consultation porte sur l'étude, la réalisation, l'équipement et la mise en service d'un centre de données national de reprise d'activité après sinistre. L'attribution provisoire au groupement a été publiée le 21 octobre 2026 dans la presse nationale, notamment dans El Moudjahid, ainsi qu'au Bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP). Selon le média spécialisé Seetao Middle East, l'offre du consortium a été retenue pour les deux lots et a obtenu la note technique maximale de 100 points sur 100 pour chacun d'eux, ce qui atteste de sa conformité aux exigences de l'appel d'offres. Le premier lot, consacré au génie civil et aux infrastructures physiques du centre, a été attribué pour 9,22 milliards de dinars toutes taxes comprises, soit 67 millions de dollars, avec un délai de réalisation de neuf mois. Le second lot, qui concerne les équipements et les systèmes informatiques du site de reprise après sinistre, représente 30,56 milliards de dinars toutes taxes comprises, soit 223 millions de dollars, pour un délai d'achèvement de six mois. L'attribution définitive est intervenue à l'issue du délai réglementaire de recours de dix jours auprès de la Commission sectorielle des marchés publics de la Présidence de la République, ce qui porte le montant global du projet à près de 39,8 milliards de dinars.
Cette infrastructure aura pour principale mission de garantir la disponibilité et la récupération des données et des systèmes numériques en cas d'incident affectant les centres de données principaux ou les systèmes informatiques. Elle constituera ainsi un dispositif de sauvegarde permettant de limiter les interruptions de services et de préserver les applications et les informations hébergées par les administrations publiques.

SÉCURITÉ SOCIALE

## Lancement aujourd'hui d'une campagne de sensibilisation destinée aux médecins

La Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS) lancera, à partir de dimanche, une campagne nationale de sensibilisation destinée aux médecins, portant sur l'importance de l'affiliation et de la couverture sociale, ainsi que sur les facilités mises en place en matière de paiement des cotisations de sécurité sociale, a indiqué samedi un communiqué de la Caisse.
"En application des instructions du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, visant à améliorer la qualité du service public et à renforcer la couverture sociale, et dans le cadre de la poursuite des efforts de sensibilisation et d'information déployés par la CASNOS, la Caisse lance une campagne de sensibilisation au profit des médecins, du 22 au 30 novembre 2026", précise la même source.
Placée sous le slogan "CASNOS... Nos médecins, votre sécurité est la garantie de votre avenir", cette campagne vise à "faire connaître aux médecins leurs différents droits et obligations en matière de sécurité sociale, à les sensibiliser à l'importance de l'affiliation et de la couverture sociale, ainsi qu'à mettre en avant les facilités et les mesures souples adoptées en matière de paiement des cotisations".
Cette campagne constitue également "une occasion de présenter les différents services numériques mis à la disposition des affiliés de la CASNOS, notamment l'espace +Damancom+, accessible 24h/24, 7j/7", conclut le communiqué.

**APS**

DÉDIÉE AU SECTEUR DES ENTREPRISES

## Mobilis lance l'application «MobilisTransfer»

Dans le cadre de sa stratégie visant à promouvoir l'innovation et à diversifier ses services et solutions digitales, Mobilis lance une application dédiée aux entreprises dénommée : « MobilisTransfer ».
Cette application permet aux gestionnaires d'entreprises de gérer à distance les lignes de leurs employés, abonnés aux offres Revolution, et de répartir à distance les Mobilis Units (MU) entre les lignes de leurs collaborateurs, de manière simple, flexible et sécurisée.
L'application MobilisTransfer offre plusieurs fonctionnalités :
• Un accès sécurisé, disponible 24h/24 et 7j/7, avec une interface multilingue.
• Un tableau de bord pour le suivi des lignes en temps réel.
• La répartition des MU de manière individuelle ou collective.
• Des options de transfert adaptées aux besoins des entreprises.
• La consultation du solde et de l'historique des transferts.
À travers cette nouvelle application, Mobilis réaffirme son engagement à accompagner les entreprises dans leur développement et leur transformation digitale en leur proposant des solutions innovantes et pratiques.

DÉVELOPPEMENT DU SYSTÈME DE SÉCURITÉ SOCIALE

# L'Algérie a réalisé de grands progrès

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed Hattab, a souligné jeudi à Blida que l'Algérie avait réalisé d'importants progrès en matière de développement de son système de sécurité sociale et accompli un bond qualitatif dans l'amélioration de ses services.
Lors d'un point de presse en marge d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya, en compagnie du wali de Blida, Djamel Eddine Hashas, le ministre a déclaré que "l'Algérie a réalisé de grands progrès en matière de développement du système de sécurité sociale et a accompli un bond qualitatif dans l'amélioration des services et la modernisation du secteur". Il a ajouté que cela avait été rendu possible grâce à la numérisation des différentes procédures et à la modernisation des structures, afin de faciliter les démarches administratives et de rapprocher les services des citoyens, soulignant à cette occasion la nécessité de "poursuivre ces efforts et d'améliorer le niveau de performance conformément aux attentes des citoyens".
Dans ce contexte, il a souligné que l'inauguration d'un certain nombre de structures relevant du secteur de la sécurité sociale dans la wilaya traduit la volonté de développer le service public pour le rendre plus efficace et performant, et ainsi offrir des services complets répondant aux attentes des assurés sociaux.
M. Hattab a également appelé à "continuer d'améliorer la qualité des services et d'accélérer la prise en charge des citoyens et des travailleurs, afin de renforcer le rôle de la sécurité sociale dans la consolidation de la solidarité et de la cohésion sociale, et de consacrer les principes de l'Etat social qui placent le citoyen au cœur de ses préoccupations". Le ministre a rappelé que, conformément au principe de l'Etat social réaffirmé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le département du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale "accorde une grande attention à la dimension sociale et veille à garantir la protection sociale des citoyens et des travailleurs".
Par ailleurs, le ministre a mis en avant les atouts considérables dont dispose la wilaya de Blida, notamment dans les domaines agricole et économique, avec son pôle universitaire et ses établissements de formation professionnelle, autant de facteurs susceptibles de contribuer à créer une dynamique de développement dans le monde du travail.
Au cours de cette visite, M. Hattab a présidé l'inauguration d'un centre de paiement et de contrôle médical relevant de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) dans la commune de Bougara, qui chapeaute trois (3) communes, à savoir Bougara, Hammam Melouane et Larbaâ. Il a également inspecté les travaux de construction d'un centre similaire dans la commune d'Ouled Yaïch, dont la livraison et la mise en service sont prévues pour le début de l'année prochaine.

**Synthèse R E.**

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

# L'université appelée à devenir un moteur de l'économie nationale

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a affirmé, jeudi soir dans la wilaya d'El-Oued, que l'université s'attèle à former un étudiant qualifié, capable de transformer les connaissances acquises en valeur ajoutée au profit de l'économie nationale. Dans une allocution prononcée à l'Université "Chahid Hamma Lakhdar", dans le cadre d'une visite de travail dans la wilaya, le ministre a indiqué que "cette orientation, adoptée par le système universitaire, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie du président de la République et de sa vision prospective de l'université, notamment à travers son ouverture sur son environnement économique, afin qu'elle puisse constituer l'un des leviers de l'économie nationale".
Et d'ajouter que "l'enseignant universitaire s'est pleinement engagé dans cette démarche, afin d'accompagner et d'encadrer l'étudiant dans la transformation des connaissances scientifiques en valeur économique, susceptible de contribuer à la dynamique de l'économie nationale et y jouer un rôle actif". M. Baddari a souligné, en outre, que les brevets d'invention, les startups créées ainsi que les projets innovants enregistrés au sein des universités, à travers les différentes structures du Centre des interfaces universitaires et entrepreneuriales, illustrent cette importante transformation du rôle des universités, fondée sur la conversion des connaissances en valeur ajoutée pour l'économie.
Au cours de cette visite, le ministre, accompagné du wali d'El-Oued, Larbi Bahloul, s'est rendu au Centre des interfaces universitaires et entrepreneuriales, qui regroupe notamment l'incubateur universitaire, le Centre d'appui à la technologie et à l'innovation, le Centre de développement de l'entrepreneuriat ainsi que le Centre de liaison entre l'université et les entreprises, où il a reçu une présentation sur les activités menées par les enseignants et les étudiants au sein de ces structures.
M. Baddari a également procédé à l'inauguration du nouveau siège de la faculté de médecine, où il s'est enquis des process pédagogiques adoptées au sein de cet important établissement universitaire.
Il a souligné, à cet égard, que son département accorde une importance particulière aux facultés de médecine des wilayas du Sud, afin de contribuer à l'amélioration de la qualité des prestations médicales offertes aux patients.

**R E.**

INDUSTRIE

## Le ministre examine avec l'ambassadeur de Malaisie le renforcement de la coopération bilatérale

Le ministre de l'Industrie, Farid Kourtel, a reçu, jeudi à Alger, l'ambassadeur de Malaisie en Algérie, Rizany Irwan Muhamad Mazlan, avec lequel il a examiné les moyens de renforcer la coopération et le partenariat entre les deux pays, indique un communiqué du ministère.
Cette rencontre, tenue au siège du ministère, a été l'occasion de passer en revue l'état des relations économiques et industrielles entre les deux pays ainsi que les moyens de les consolider, de manière à hisser le partenariat bilatéral au niveau des relations privilégiées qui unissent l'Algérie et la Malaisie, précise le communiqué.
Les deux parties ont également abordé les perspectives d'investissement et les moyens d'encourager les opérateurs économiques à concrétiser des projets industriels communs, ainsi que l'échange d'expertises dans les domaines d'intérêt commun, ajoute la même source.

# Mercuriale

وزارة الفلاحة، التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 17 نوفمبر 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 17 Novembre 2026

| Produits | | Prix du détail[1] DA / Kg — معدل Moyenne | أعلى Maximum | أدنى Minimum | أسعار التجزئة دج / كلغ — المنتجات | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Légumes frais | Pomme de terre | 110 | 118 | 102 | البطاطا | خضر طازجة |
| | Tomate | 171 | 187 | 154 | الطماطم | |
| | Oignon sec | 109 | 117 | 101 | البصل الجاف | |
| | Ail sec | 898 | 980 | 815 | الثوم الجاف | |
| | Carotte | 115 | 125 | 105 | الجزر | |
| | Navet | 114 | 124 | 103 | اللفت | |
| | Poivron | 147 | 160 | 133 | الفلفل الاخضر | |
| | Piment | 155 | 169 | 140 | الفلفل الحار | |
| | Courgette | 119 | 130 | 107 | الكوسة | |
| | Haricot vert | 195 | 214 | 176 | الفاصولياء الخضراء | |
| | Laitue | 118 | 129 | 106 | الخس | |
| Fruits frais | Orange | 233 | 270 | 196 | البرتقال | فواكه طازجة |
| | Clémentine | 221 | 257 | 184 | كليمونتين | |
| | Citron | 199 | 223 | 175 | الليمون | |
| | Pomme locale | 430 | 528 | 332 | التفاح المحلي | |
| | Datte | 458 | 581 | 335 | التمر | |
| | Grenade | 176 | 207 | 144 | الرمان | |
| Produits d'origine animale | Viande bovine locale | 2228 | 2349 | 2106 | لحم البقر المحلي | المنتجات ذات الأصل الحيواني |
| | Poulet de chair | 435 | 447 | 423 | الدجاج | |
| | Œufs (Unité) | 22 | 23 | 20 | البيض (وحدة) | |
| | Lait de vache (Litre) | 95 | 101 | 89 | حليب البقر (لتر) | |

## Dernière composition de DZAIRINDEX

| Libellé de la valeur | Code | Ouverture | Clôture | Var % | Ecart Mensuel % | Ecart Annuel % | per | Rend Net % | Volume transigé | Valeur transigée DA |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ALLIANCE ASSURANCES | ALL | 360,00 | 360,00 | 0,00 | 0,40 | 4,19 | 7,67 | 7,22 | 1491 | 536 760,00 |
| AYRADE | AYRD | 830,00 | NC | 0,00 | 0,26 | 1,51 | 118,57 | - | 0 | 0,00 |
| BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL | BDL | 1 400,00 | 1400,00 | 0,00 | 0,13 | 0,01 | 7,56 | 7,64 | 7415 | 10 381 000,00 |
| BIOPHARM | BIO | 2 402,00 | 2402,00 | 0,00 | 1,33 | -3,32 | 6,47 | 7,08 | 875 | 2 101 750,00 |
| CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE | CPA | 1 994,00 | 1994,00 | 0,00 | -0,11 | -7,55 | 8,27 | 8,78 | 11249 | 22 430 506,00 |
| EGH El Aurassi | AUR | 344,00 | NC | 0,00 | -0,72 | -4,13 | 4,35 | - | 0 | 0,00 |
| SAIDAL | SAI | 450,00 | NC | 0,00 | 0,00 | 4,59 | 1,24 | 7,78 | 0 | 0,00 |

LIGNE MINIÈRE EST ET PORT D'ANNABA

# Les travaux de réalisation s'accélèrent

*Le projet de phosphate intégré franchit de nouvelles étapes dans sa concrétisation. Les travaux de réalisation de la ligne ferroviaire minière Est et d'extension du port phosphatier d'Annaba enregistrent une avancée notable, avec l'objectif de renforcer les capacités nationales de transport et d'exportation du phosphate.*

**Synthèse Z R.**

À l'occasion de ses visites d'inspection effectuées jeudi et vendredi dans les wilayas de Guelma, d'Annaba et de Souk Ahras, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a fait état de progrès importants sur les différents chantiers, tout en insistant sur le respect des délais de réalisation.
Concernant la ligne ferroviaire minière Est, qui reliera le port d'Annaba à la mine de phosphate de Bled El Hadba, dans la wilaya de Tébessa, via plusieurs wilayas de l'Est du pays, le ministre a annoncé la livraison, avant la fin du mois de novembre en cours, des 30 ouvrages d'art réalisés sur le tronçon de 72 km reliant Bouchegouf, dans la wilaya de Guelma, à Aïn Senour, dans celle de Souk Ahras.
Lors de son déplacement à Guelma, jeudi, Abdelkader Djellaoui a estimé que les délais restant jusqu'à la fin du mois étaient suffisants pour achever les travaux sur ces ouvrages, dont les principales opérations sont déjà terminées. Le tronçon concerné comprend notamment 15 grands ouvrages d'art dans la wilaya de Guelma, dont 13 ponts et deux tunnels. Le ministre a également relevé l'achèvement des principaux travaux de génie civil ainsi que la libération de l'emprise destinée à accueillir la future voie ferrée.
À Souk Ahras, vendredi, le ministre a poursuivi l'inspection des chantiers, notamment au niveau du pont n° 25, long de 851 mètres, dans la commune de Mechroha. Il a confirmé que les ouvrages d'art réalisés dans cette wilaya, sur un linéaire de 32 km, seront également livrés avant la fin novembre. Se félicitant du rythme d'exécution, il a annoncé que la pose des rails pourra être programmée avant la fin décembre.
Longue de 422 km, cette ligne ferroviaire constitue un maillon essentiel du projet de phosphate intégré. Elle permettra d'assurer l'acheminement du minerai depuis la mine de Bled El Hadba vers le port d'Annaba, en passant par les wilayas d'Annaba, d'El Tarf, de Guelma, de Souk Ahras et de Tébessa. Le doublement, la correction et la modernisation de cette infrastructure doivent contribuer à renforcer les capacités de transport des ressources minières, à soutenir les chaînes d'approvisionnement et à améliorer la compétitivité du produit national.

### Un quai minéralier de 1.600 mètres

En parallèle de l'avancement du chantier ferroviaire, les travaux d'extension du port phosphatier d'Annaba enregistrent également des progrès importants. Lors de son inspection effectuée jeudi, Abdelkader Djellaoui s'est déclaré satisfait de l'état d'avancement des différentes infrastructures, en particulier du futur quai minéralier, qui s'étend sur 1.600 mètres et dispose d'une plateforme arrière de 82 hectares.
Les opérations de battage des pieux ont atteint 1.180 unités sur les 1.322 prévues, avec une cadence de réalisation de 7 à 10 pieux par jour. Les travaux de superstructure ont, quant à eux, permis la pose de 107 poutres en béton armé et la réalisation de 880 dalles préfabriquées.
S'agissant des opérations de dragage, le volume des terres excavées s'élève à 11 millions de mètres cubes sur un total prévisionnel de 13 millions, tandis que le bassin portuaire devra atteindre une profondeur de 13 mètres. Les travaux de remblayage ont également progressé, avec environ 2,3 millions de mètres cubes de sable de mer déposés au niveau de la plateforme arrière et un volume global dépassant 3,4 millions de mètres cubes.
Par ailleurs, les opérations de renforcement et de stabilisation des sols se poursuivent à travers le vibrocompactage et l'installation de drains verticaux préfabriqués. Ces interventions visent à améliorer la résistance du terrain et à garantir la stabilité des futures installations portuaires. Les travaux d'enrochement destinés à renforcer et à prolonger l'ancienne digue ont, pour leur part, permis la mise en place de 4,32 millions de tonnes de blocs de pierre sur les 5,5 millions programmées. Au terme de ses visites, le ministre a appelé les différents intervenants à maintenir le rythme des travaux et à renforcer la coordination entre les entreprises mobilisées, afin de garantir la livraison des infrastructures dans les délais impartis. Ces deux projets structurants, ferroviaire et portuaire, constituent ainsi des composantes essentielles de la chaîne logistique du phosphate et du développement de la filière minière nationale.

INFRASTRUCTURES PORTUAIRES ET AÉROPORTUAIRES

## Des projets d'extension et de réhabilitation en cours dans plusieurs wilayas

Le secteur des Travaux publics et des Infrastructures de base poursuit la réalisation de plusieurs projets de développement et de modernisation des infrastructures portuaires et aéroportuaires à travers différentes wilayas du pays, à la faveur d'opérations d'extension, de renforcement, de réhabilitation et d'entretien, a indiqué lundi un communiqué du ministère.
Ces projets font l'objet d'un suivi par le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, en coordination avec les walis concernés, dans le but de renforcer les capacités des infrastructures portuaires et aéroportuaires et d'améliorer leur niveau de préparation, ainsi que leur efficacité opérationnelle, précise le communiqué.
Dans ce cadre, les travaux d'extension du port phosphatier d'Annaba se poursuivent, notamment au niveau du quai minier inscrit dans le cadre du projet intégré du phosphate. Les travaux portent sur les opérations de remblaiement à l'arrière du quai à l'aide de sable marin, ainsi que sur le battage des pieux et la mise en place de roches et de blocs de pierre, dans le cadre des travaux maritimes liés au prolongement de la digue.
Dans la wilaya de Mostaganem, les travaux de protection du port de pêche de Sidi Lakhdar se poursuivent à travers le prolongement des brise-lames, tandis que les études techniques relatives à l'extension du port de Djen Djen, dans la wilaya de Jijel, se poursuivent également. Ce projet prévoit la réalisation d'un quai d'une profondeur pouvant atteindre 20 mètres, permettant ainsi d'accueillir des navires de grande taille.
Parallèlement, les opérations de dragage des bassins portuaires se poursuivent dans plusieurs ports, notamment ceux de Béjaia et de Zemmouri (Boumerdès), de Bouharoun, de Khemisti et de Gouraya (Tipasa), de Salamandre (Mostaganem), de Béni Saf (Aïn Témouchent), ainsi que du port de pêche d'Arzew (Oran).
S'agissant des projets achevés, les travaux d'extension et de renforcement du quai de la Casbah au port de Béjaïa ont été achevés, de même que les opérations de dragage dans les ports d'El Marsa et de Beni Haoua, dans la wilaya de Chlef, ainsi que de Sidi Lakhdar, dans la wilaya de Mostaganem.
Dans le domaine des infrastructures aéroportuaires, les travaux de réalisation d'un nouvel aéroport à Tin Zaouatine, dans la wilaya d'In Guezzam, sont à leur stade final, après l'achèvement des différentes infrastructures et installations aéroportuaires, notamment la piste principale, deux voies de circulation latérales et l'aire de stationnement des avions.
Par ailleurs, les études et les préparatifs relatifs à l'extension de l'aire de stationnement des avions de l'aéroport Abane-Ramdane de Béjaïa se poursuivent, dans le but de renforcer sa capacité d'accueil. Il en est de même pour les travaux de renforcement de la piste principale de l'aéroport de Tindouf, de la piste secondaire de l'aéroport de Constantine et de l'aire de stationnement des avions de l'aéroport de Tlemcen.
Dans le même contexte, les travaux de réalisation d'une nouvelle piste à l'aéroport d'In Guezzam ont atteint leur stade final, tandis que les préparatifs sont en cours en vue du lancement d'un projet de réalisation d'un aéroport international dans la région de Zaghamra, dans la wilaya de Béni Abbès, au titre du programme de l'année 2027.
Concernant les projets réceptionnés, les travaux de renforcement de la piste d'atterrissage et de ses annexes à l'aéroport de Hassi Messaoud, dans la wilaya de Ouargla, ont été achevés, de même que la réalisation d'une nouvelle piste à l'aéroport de Bou Saâda, précise le communiqué.

APS

HABITAT RURAL

## Le décret fixant la liste des communes concernées par le relèvement de l'aide à 1,1 million de DA publié prochainement

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, Mohamed Tarek Belaribi, a annoncé jeudi, la publication prochaine du décret ministériel fixant la liste des communes classées dans les zones montagneuses des wilayas du Nord et des Hauts-Plateaux, dans le cadre de la mise en œuvre de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant relèvement du montant de l'aide financière destinée à l'habitat rural à 1,1 million de DA.
En réponse aux questions des membres du Conseil de la nation, lors d'une plénière présidée par le vice-président du Conseil, Salim Belhasrouf, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali, et de plusieurs membres du Gouvernement, M. Belaribi a précisé que la publication de ce décret ministériel était imminente, ajoutant que ce texte permettra de déterminer les zones concernées afin d'attribuer le montant de l'aide financière approprié à chacune d'elles.
Cette mesure intervient en application de la décision du président de la République portant relèvement de l'aide à l'habitat rural de 700.000 DA à 1,1 million de DA au profit des communes classées dans les zones montagneuses du Nord et des Hauts-Plateaux, ainsi que de 1 million de DA à 1,1 million de DA au profit de certaines communes de l'extrême Sud.
La concrétisation de cette décision a nécessité la révision des textes réglementaires relatifs au classement des communes en fonction de leurs caractéristiques géographiques. A cet effet, un groupe de travail conjoint entre les ministères de l'Habitat, des Finances et de l'Intérieur a été créé en 2025.
Dans le même contexte, le ministre a fait observer que le relèvement du montant de l'aide financière a été inscrit dans la loi de finances 2027, qui prévoit également un nombre important d'aides au logement rural et à l'auto-construction dans le cadre des lotissements sociaux.
Concernant le programme de logements location-vente "AADL 3" , le ministre a fait savoir que sa réalisation a été lancée dans l'ensemble des wilayas, avec la participation d'entreprises algériennes, après l'achèvement des études dans les délais impartis et la disponibilité des assiettes foncières.
Il a toutefois relevé que certains appels d'offres ont été déclarés infructueux dans plusieurs wilayas.
Il a également souligné que plus de 500.000 logements étaient inscrits au titre de la loi de finances 2027 et répartis dans la plupart des wilayas du pays, estimant que cette démarche traduit la volonté du président de la République de consacrer le caractère social de l'Etat, notamment dans le secteur du logement.

R E.

TIMIMOUN

## Raccordement à l'électricité de 105 exploitations agricoles dans le périmètre du Tinerkouk

Cent-cinq (105) exploitations agricoles ont été raccordées au réseau électrique dans le périmètre du Tinerkouk, a-t-on appris samedi des services de la wilaya de Timimoun.
L'opération s'inscrit dans le cadre des efforts du secteur de l'énergie de soutenir et d'accompagner les projets stratégiques, notamment ceux visant à atteindre l'autosuffisance et à renforcer la sécurité alimentaire, a précisé le directeur de wilaya de la Société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz), Ahmed Benyoucef.
Par ailleurs, et avec le début de la saison des labours-semailles, 85 transformateurs électriques ont été mis en service dans le grand périmètre agricole du Tinerkouk, sous la supervision des autorités locales, et l'opération se poursuit en vue de toucher les exploitations restantes.
Le programme de raccordement des exploitations agricoles au réseau d'électricité se poursuit afin de couvrir toutes les zones agricoles de la wilaya, a affirmé le même responsable, soulignant que 70 autres exploitations seront raccordées dès le premier trimestre 2027, une fois finalisées les procédures administratives afférentes.

MASCARA

## Distribution de 38 logements publics locatifs

Un total de 38 logements publics locatifs (LPL) a été distribué, jeudi, dans la wilaya de Mascara, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.
Cette opération a concerné les communes de Mohammadia, qui a bénéficié de 18 logements, et de Bouhenni, avec 20 logements. Les autorités locales des daïras de Sig et de Mohammadia, en coordination avec les services de l'Office de promotion et de gestion immobilières (OPGI), ont procédé à la remise des clés et des décisions d'attribution aux bénéficiaires.
Par ailleurs, un quota de 500 logements publics locatifs, répartis à travers plusieurs communes de la wilaya, devrait être réceptionné prochainement. Les travaux de réalisation de ces logements enregistrent un taux d'avancement appréciable.
Les travaux de réalisation de plus de 3.000 autres logements de la même formule se poursuivent également à travers les différentes communes de la wilaya, avec des taux d'avancement variant entre 20 et 95 %, selon la même source.
A noter que la wilaya de Mascara a bénéficié, durant la période allant de 2020 à la fin du premier semestre de l'année en cours, d'un quota global de plus de 4.500 logements publics locatifs.

R E.

MASCARA

# Une journée d'étude sur l'importance de la déclaration des travailleurs à la Sécurité sociale

*L'importance de la déclaration des travailleurs auprès des organismes de Sécurité sociale a été au centre d'une journée d'étude organisée jeudi à Mascara.*

La rencontre a permis de mettre en lumière les procédures de déclaration ainsi que leur rôle dans la protection des travailleurs, en tant qu'obligation légale et garantie de leurs droits sociaux. Dans son intervention, le directeur de l'agence de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), Hamel Badreddine, a souligné que la déclaration des travailleurs auprès de l'agence constitue une obligation légale et un moyen essentiel pour leur assurer une couverture sociale.
Il a également indiqué que le respect de cette obligation permet aux entreprises économiques, publiques et privées, ainsi qu'aux opérateurs économiques, d'éviter les sanctions et les amendes financières prévues par la loi n 83-14 relative aux obligations des assujettis en matière de Sécurité sociale.
De son côté, le sous-directeur du recouvrement auprès de la même agence, Mohamed Moussiouika, a mis en avant les services numériques proposés par la CNAS pour faciliter les démarches des employeurs, des responsables d'entreprises et des opérateurs économiques en matière de déclaration de leurs travailleurs. Ces services comprennent notamment la déclaration à distance et le paiement électronique.
Pour sa part, le directeur de l'agence de la Caisse nationale des retraites (CNR), Rabah Bouhraoua, a souligné que la déclaration des retraités, au moyen de l'attestation de déclaration, constitue une démarche essentielle pour préserver leurs droits et assurer la continuité du versement de leurs pensions et allocations, conformément aux lois et réglementations en vigueur.
Il a également présenté les services numériques mis à la disposition des retraités par la CNR, notamment ceux leur permettant d'obtenir leur attestation de déclaration et d'actualiser leurs pièces justificatives à travers l'application "Retraite Dz" (Takaoudi).
Cette journée d'étude, organisée à l'initiative de l'agence de la CNAS, a enregistré la participation de représentants d'organismes et d'établissements publics, ainsi que de nombreux employeurs, responsables d'entreprises économiques et opérateurs économiques de la wilaya.
Cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'une caravane de sensibilisation à l'importance de la déclaration des travailleurs auprès de la Sécurité sociale, qui se poursuit à travers la wilaya de Mascara. Cette initiative prévoit plusieurs activités, notamment des expositions, des journées portes ouvertes au siège de l'agence et dans ses centres de paiement, ainsi que des sorties de sensibilisation au profit des entreprises économiques de la wilaya.
Ces actions visent à sensibiliser les employeurs et les opérateurs économiques à l'importance de la déclaration légale des travailleurs et à les informer des procédures en vigueur, afin de prévenir les sanctions et les amendes financières liées au non-respect de cette obligation.

**APS**

BÉCHAR

## Une gare routière de transport de voyageurs en cours de réalisation à Béni-Ounif

Un projet de réalisation d'une gare routière de transport des voyageurs est actuellement en cours dans la commune de Béni-Ounif, dans la wilaya de Béchar, a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya.
Cet équipement, considéré comme une infrastructure vitale et stratégique, devra contribuer à améliorer les conditions de déplacement des voyageurs et à mettre à leur disposition des espaces adaptés à leur confort, d'autant plus que la ville constitue une zone de transit pour différentes dessertes de transport terrestre, a indiqué la même source.
Dans ce cadre, le wali de Béchar, Ahmed Benyoucef, accompagné des autorités locales, a effectué mercredi une visite de terrain où il s'est enquis de l'état d'avancement des travaux du projet.
A cette occasion, il a donné des instructions pour l'accélération du rythme de réalisation et le renforcement du chantier en moyens matériels et humains nécessaires, afin de réceptionner cette infrastructure dans les délais impartis et de la mettre en service pour répondre aux besoins des voyageurs et des usagers du transport terrestre, a précisé la même source.
Par ailleurs, dans la même commune, le wali a également inspecté le projet de réalisation d'une école primaire de type 2, située au quartier des 555 logements.
Il s'est informé de la cadence des travaux et de leur état d'avancement, tout en donnant des instructions pour accélérer l'achèvement du projet et renforcer le chantier en personnel et en équipements nécessaires.
Il a également insisté sur le respect des délais de livraison, afin de garantir aux élèves des conditions de scolarisation adéquates, a-t-on ajouté de même source.

R E.

NAÂMA

## Lancement d'une campagne de dépistage et de sensibilisation au diabète

Une campagne de dépistage, de diagnostic et de sensibilisation au diabète a été lancée vendredi dans la wilaya de Naâma, au niveau de la clinique médicale mobile relevant du ministère de la Santé, au profit des citoyens, et ce, dans le cadre de la Journée mondiale du diabète, ont indiqué les organisateurs de cette initiative.
La représentante du ministère de la Santé chargée de superviser cette campagne entamée par une caravane médicale, Naïma Ouendi, a précisé que cette initiative, placée sous le slogan "Agir tôt pour faire face au diabète", s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par l'Etat pour assurer une meilleure prise en charge des personnes atteintes de cette maladie.
L'opération vise à sensibiliser la population aux risques liés au diabète, à renforcer la prévention primaire, à promouvoir les principes de l'éducation thérapeutique dans ce domaine, ainsi qu'à favoriser le dépistage précoce de la maladie et de ses complications.
Equipée de différents moyens de dépistage et de diagnostic, ainsi que d'un laboratoire d'analyses médicales, la clinique mobile est installée devant la polyclinique "Omrani Boumediene", dans la commune de Mécheria. Elle assurera, pendant trois jours, des consultations, des analyses médicales et des électrocardiogrammes gratuits au profit des habitants de la wilaya, hommes et femmes, de toutes les tranches d'âge.
Ces prestations s'adressent particulièrement aux personnes âgées de 35 ans et plus, ainsi qu'à celles souffrant d'obésité, selon la même source.
L'équipe médicale chargée de cette caravane est composée d'un médecin spécialiste en éducation thérapeutique, de spécialistes en cardiologie, en ophtalmologie, en diabétologie et en endocrinologie, ainsi que de médecins généralistes, a-t-on indiqué.
De son côté, la responsable du service de prévention à la Direction de la santé de la wilaya de Naâma, Souheila Kebdani, a indiqué que dans le cadre de la Journée mondiale du diabète, il est prévu également l'organisation de journées de formation, du 20 au 23 novembre en cours, au profit des médecins généralistes exerçant dans les établissements de santé de la wilaya.
Ces sessions de formation porteront notamment sur la prévention du diabète, son dépistage et son diagnostic, le suivi régulier des patients, ainsi que la prévention et la prise en charge thérapeutique de ses complications.

# L'Europe retrouve-t-elle ses esprits au sujet de l'Ukraine ?

*La Finlande et la Norvège laissent entendre qu'une nouvelle approche s'impose dans les relations entre le continent et la Russie*

**Par Matthew Blackburn (*)**

La dernière initiative de l'administration Trump visant à mettre fin à la guerre en Ukraine suscite des remous en Europe.

« Nous devons faire pression sur l'agresseur pour qu'il mette fin à la guerre, et non sur la victime pour qu'elle capitule » a déclaré la haute représentante de l'Union européenne, Kaja Kallas. « Mettre l'Ukraine au pied du mur n'est pas la bonne approche, et c'est pourquoi l'Europe soutient l'Ukraine. » Le président ukrainien Volodymyr Zelensky, quant à lui, insiste sur le fait que la Russie n'a aucune volonté sincère de paix, soulignant en particulier les frappes russes contre des civils ukrainiens.

Ce discours moralisateur présente le conflit comme une lutte à somme nulle, opposant le bien au mal. Dans cette optique, les Européens n'ont d'autre choix que d'être unis derrière l'Ukraine pour arrêter le président russe Vladimir Poutine.

Mais tous les dirigeants européens ne tiennent pas ce discours. La conférence de presse qui s'est tenue à Oslo le 20 octobre, en présence de Zelensky, du Premier ministre norvégien Jonas Gahr Støre et du président finlandais Alexander Stubb, a été marquée par des propos constructifs sur la fin du conflit. Stubb a déclaré que le sommet d'Oslo était le fruit de « progrès substantiels » réalisés « en coulisses ». Støre a souligné que « l'Europe doit être présente à la table des négociations » pour garantir une « paix durable ». Il semble que l'Europe ne fasse pas front commun quant à une issue négociée du conflit.

Puis, mardi, les deux hommes ont eu un entretien téléphonique informel avec Poutine, dans le but d'apaiser les tensions, selon certaines informations. « Nous sommes des pays voisins de la Russie » a déclaré Stubb dans un communiqué publié après coup. « L'issue de cette guerre aura un impact direct sur notre sécurité et sur celle de l'Europe dans son ensemble. Pour mettre fin à la guerre, des discussions directes sont nécessaires. »

Le sommet d'Oslo n'était pas une surprise. Les représentants finlandais et norvégiens préparaient le terrain depuis plusieurs mois. Lors du Forum de Varsovie sur la sécurité qui s'est tenu la semaine dernière, le ministre norvégien des Affaires étrangères, Espen Barth Eide, a évité le clivage habituel entre victoire de l'Ukraine ou capitulation. Il a souligné que, puisque ce sont désormais les Européens qui finançaient la guerre, il leur revenait également de mener les efforts diplomatiques pour y mettre fin. Eide a fait remarquer qu'un accord de paix pourrait garantir une Ukraine démocratique et indépendante, intégrée à l'UE et conservant 80 % de son territoire d'origine. En défendant ce point de vue auprès de ses homologues européens plus bellicistes, Eide a adopté un ton empreint d'espoir plutôt que de crainte. Dans un entretien accordé samedi dernier, il a souligné que l'Europe devait apporter des propositions concrètes pour une architecture de sécurité d'après-guerre : « À long terme, nous devons revenir à des relations normales avec la Russie après la guerre […] Il faut rétablir une certaine forme d'ordre. »

Lors de sa récente visite à l'Institut norvégien des affaires internationales, Stubb a présenté un argument complémentaire. Réaffirmant son plaidoyer en faveur d'un « réalisme fondé sur les valeurs », il a soutenu que les États européens devaient rester fidèles à leurs valeurs, mais qu'ils ne résoudraient pas le conflit en s'accrochant obstinément à leur supériorité morale. Stubb a exhorté l'auditoire à garder « la tête froide. » Entretenir une « mentalité de guerre » rendrait la paix pratiquement inconcevable.

Eide et Stubb s'écartent de la ligne de ceux qui affirment qu'une « victoire » sur la Russie – quelle qu'en soit la définition – est une condition préalable à la sécurité future de l'Europe. Ils rejettent le mantra de l'ancien secrétaire général de l'OTAN, Stoltenberg, selon lequel « les armes sont la voie vers la paix », et soulignent la réalité militaire qui est qu'aucune des deux parties ne dispose des ressources nécessaires pour remporter une victoire décisive.

Il s'agit là d'une façon noble de prendre conscience de la réalité. Les actions offensives menées de part et d'autre n'ont, à maintes reprises, pas permis de réaliser une percée décisive. Les coûts ne cessent d'augmenter pour les deux belligérants, tandis que les gains sont de plus en plus maigres. L'Europe, l'Ukraine et la Russie sont enlisées dans une guerre qui ne peut être gagnée selon les conditions fixées par l'une ou l'autre des parties.

Poursuivre sur la voie actuelle engendre des problèmes pour tout le monde. Poutine est confronté à une économie en surchauffe ainsi qu'à une lassitude et une anxiété sociales croissantes. Même si la Russie détruit de plus en plus d'infrastructures ukrainiennes depuis les airs, les offensives terrestres risquent d'entraîner de lourdes pertes. La situation de l'Ukraine est encore plus difficile. Ses pénuries chroniques d'effectifs ont conduit à une intensification de la mobilisation forcée et à des tensions sociales accrues. Subissant un blocus par mer et bombardée par les airs, l'Ukraine manque également d'argent et d'armes, et ne cesse de faire appel à ses alliés occidentaux pour combler ces insuffisances.

La coalition européenne qui soutient l'Ukraine est elle-même confrontée à de graves problèmes. De nombreux États européens sont aux prises avec une crise de la dette souveraine alors que les coûts de la guerre ne cessent d'augmenter. L'UE n'a pas réussi à convaincre la Belgique d'utiliser les avoirs gelés de la Russie pour financer la guerre. Dans le même temps, la triste réalité est que, depuis le début de la guerre, l'Europe a dépensé davantage pour ses importations d'énergie russe que pour les armes destinées à l'Ukraine.

Parallèlement, la campagne ukrainienne de frappes en profondeur plus intense contre la Russie – soutenue par les Européens et approuvée par l'administration Trump au printemps 2026 – n'a pas réussi à faire suffisamment pression sur Poutine pour qu'il accepte un cessez-le-feu. Sans le renseignement américain et les livraisons d'armes, l'Europe ne dispose pas du levier militaire nécessaire pour poursuivre, seule, cet effort. Il n'existe aucun plan de guerre européen viable, uniquement une gestion de crise en réaction et des solutions ponctuelles concernant l'Ukraine, associées à une mise en avant répétée de la menace de « guerre hybride » de la part de la Russie.

La réunion de mardi à Oslo offre une issue à ce chaos. Comme l'a déclaré Stubb lors de la conférence de presse de mardi : « La paix exige de la patience. Mais malheureusement, la guerre n'attend pas. Des gens meurent chaque jour. Notre devoir est de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour y mettre fin. » La Norvège et la Finlande soulignent l'urgence de mettre fin à une guerre absurde. Faisant référence à la récente dispute entre Trump et Zelensky, Støre a conseillé de ne pas s'attarder sur les désaccords passés : « Ce qui compte maintenant, c'est ce qui est devant nous. »

Le même jour, Kaja Kallas a réagi avec colère. Elle a accusé l'administration Trump de tenter de « pousser l'Ukraine à capituler » selon « les conditions de Poutine ». La Première ministre danoise, Mette Frederiksen, a quant à elle présenté l'Ukraine comme étant la seule protection de l'Europe : « Si nous laissons l'Ukraine être vaincue, nous ouvrirons la voie à des avancées de la Russie dans d'autres régions d'Europe. »

On peut comprendre les craintes liées au fait que si l'Ukraine devenait un pays neutre avec des forces armées soumises à des restrictions, la Russie tiendrait l'Europe à sa merci. Personne ne souhaite laisser Moscou dicter les termes de l'architecture de sécurité européenne par la violence. Mais à ce stade, le rejet par l'Europe d'un « mauvais accord » pourrait signifier assister, impuissants, à la destruction de l'Ukraine au cours des six prochains mois. En quoi une telle issue améliorerait-elle la sécurité ou le prestige de l'Europe ?

Depuis le retour de Trump à la Maison Blanche, ce sont la Norvège et la Finlande qui ont apporté la réponse européenne la plus constructive à la diplomatie américaine. Elles proposent à l'Europe un nouveau langage de diplomatie patiente pour remplacer la rhétorique maximaliste. Cela s'inscrit dans la lignée de l'expérience antérieure de ces deux pays en matière de médiation et de rapprochement avec la Russie. Il s'agit là de la reconnaissance d'un fait fondamental : les guerres prolongées qui ne sont pas tranchées de manière décisive sur le champ de bataille – c'est-à-dire la grande majorité des guerres – se terminent inévitablement par des accords négociés entre l'agresseur et l'agressé. La signature des États-Unis est absolument nécessaire pour garantir un tel dénouement.

L'analyse dominante semble incapable d'accepter ces réalités. Elle reste enlisée dans une posture moralisatrice ou dans l'alarmisme. Il y a encore peu de discussions sérieuses sur les compromis qui pourraient être trouvés. Le plan en 28 points élaboré par la diplomatie américano-russe en 2025 ne doit pas être assimilé à une capitulation de l'Ukraine, pas plus qu'il ne s'agit d'une recette pour transformer l'Ukraine en une autre Biélorussie. L'Ukraine adhérerait à l'UE, recevrait une aide à la reconstruction et conserverait des forces armées d'un niveau comparable à celui de la Finlande. Il est temps de revenir aux points essentiels sur lesquels un accord doit être conclu.

La Russie a répondu favorablement aux propositions envoyées depuis Oslo. Selon Zelensky, l'Ukraine, la Russie et les États-Unis ont convenu d'un sommet tripartite en novembre. La question clé est désormais de savoir si d'autres gouvernements européens prendront au sérieux l'initiative d'Oslo et s'accorderont sur la personne qui pourra représenter l'Europe dans ces pourparlers. Dmitri Peskov, le porte-parole de Poutine, a accueilli avec prudence l'idée qu'Alexander Stubb puisse être ce représentant dans les négociations.

Le ton plus modéré adopté par la Finlande et la Norvège constitue une première étape cruciale vers une prise de conscience commune, au niveau Européen, du fait que la poursuite de la guerre sous sa forme actuelle est contre-productive. Comme l'a fait remarquer Eide à l'ONU le mois dernier, « la diplomatie peut fonctionner – si nous lui en donnons les moyens ».

Mais avant tout, l'Europe doit se prononcer : va-t-elle soutenir ou saboter les efforts américains visant à ouvrir une voie de sortie diplomatique ?

*(*) Chercheur senior à l'Institut norvégien des Affaires internationales, au sein du groupe de recherche sur l'Europe de l'Est et l'Asie. Ses recherches portent sur la politique intérieure russe, la politique étrangère et les développements en temps de guerre.*

**Source : Responsible Statecraft, 26-10-2026**
**Traduit par les lecteurs du site Les-Crises**

QATAR INVESTMENT AUTHORITY-BROOKFIELD

## Une initiative d'investissement dans les industries essentielles en Allemagne

Le Qatar Investment Authority (QIA) et la société Brookfield (cotée aux bourses de New York et de Toronto sous le symbole BN) ont annoncé la signature d'un mémorandum d'entente portant sur l'exploration d'opportunités d'investissement potentielles dans les industries essentielles et le secteur de la défense en Allemagne.

Ce mémorandum vise à encourager la coopération entre les deux parties afin d'identifier et de concrétiser ces opportunités, dans le cadre d'un investissement conjoint ciblant un montant total de 15 milliards d'euros.

Dans un communiqué publié ce vendredi, le Qatar Investment Authority a précisé que l'Allemagne a classé le secteur de la défense parmi ses industries essentielles prioritaires, en mettant l'accent sur le renforcement des capacités de production locales, de la souveraineté technologique et de la résilience industrielle.

À cette occasion, M. Mohammed Saif Al Sowaidi, directeur général du Qatar Investment Authority, a affirmé que ce mémorandum d'entente traduit l'engagement du fonds en faveur d'investissements à long terme dans des secteurs revêtant une importance stratégique. « Nous entendons soutenir la croissance de l'économie allemande et renforcer sa résilience, en partenariat avec Brookfield », a-t-il souligné.

De son côté, M. Bruce Flatt, directeur général de Brookfield, s'est félicité de ce partenariat avec le Qatar Investment Authority dans le cadre de cette initiative d'envergure. Il a indiqué que Brookfield dispose d'une vaste expertise en matière d'investissement et d'exploitation au sein d'entreprises industrielles de premier plan fournissant des produits et services essentiels à l'économie mondiale, ce qui renforce la capacité du groupe à accompagner l'objectif de l'Allemagne visant à développer des capacités de production clés pour consolider la résilience de la base industrielle européenne.

R I.

STARTUPS TUNISIENNES

# 162 labels retirés, le gouvernement prépare une réforme du Startup Act

*Cent soixante-deux startups ont perdu leur label officiel en Tunisie, a annoncé le ministre des Technologies de la communication, Sofiene Hémissi, devant le Parlement lors de l'examen du budget 2027.*

Ce bilan ressort d'une évaluation portant sur environ 1 400 labels attribués depuis 2018. Le gouvernement entend désormais revoir une partie du dispositif, notamment l'accès au financement et aux marchés publics.

L'annonce, faite aux premières heures du 19 novembre 2026 lors d'une séance plénière conjointe de l'Assemblée des représentants du peuple et du Conseil national des régions et des districts, soulève deux questions distinctes : pourquoi certains labels ont-ils été retirés, et quels obstacles le cadre actuel ne parvient-il pas à lever pour les entreprises innovantes ?

162 labels Startup retirés, après examen d'un ensemble d'environ 1 400 labels attribués depuis 2018. Critères mis en avant : respect des engagements et continuité de l'activité.

Le ministre annonce des travaux sur le financement, la commande publique et un mécanisme permettant aux startups de proposer spontanément des solutions à l'administration.

Retrait du label ne signifie pas automatiquement fermeture de la société.

### 162 labels sur environ 1 400 : comment comprendre ce chiffre ?

Rapporté au volume approximatif des labels accordés depuis le lancement du cadre légal, le retrait de 162 labels représente un ordre de grandeur de 11,6 %. Ce ratio est indicatif : le dénominateur communiqué est arrondi et correspond aux labels attribués au fil du temps, et non nécessairement à l'effectif des entreprises encore labellisées au moment du contrôle.

Il serait donc incorrect d'en déduire qu'il reste exactement 1 238 startups labellisées, que 162 entreprises ont fait faillite, ou que toutes les entreprises concernées se sont vu retirer leur label pour la même raison. Le ministre a cité deux grands motifs : certaines n'auraient pas honoré leurs engagements, tandis que d'autres auraient cessé leur activité.

La liste détaillée des entreprises concernées, la ventilation entre ces motifs et les dates individuelles des retraits ne figurent pas dans les éléments rendus publics lors de cette intervention. Ces informations seraient nécessaires pour mesurer précisément les conséquences économiques et sociales de l'opération.

### Que vaut le label Startup en Tunisie ?

Instauré par la loi n°2018-20 du 17 avril 2018, le Startup Act tunisien est un cadre d'encouragement à l'entrepreneuriat innovant. Il repose notamment sur un label attribué aux entreprises répondant à des conditions légales, ainsi que sur une série d'incitations destinées aux entrepreneurs, aux startups et aux investisseurs.

Le dispositif est complété par le décret n°2018-840 du 11 octobre 2018, qui encadre notamment l'octroi et le retrait du label. Le portail officiel Startup Tunisia présente 20 mesures d'accompagnement structurées autour de ce statut et de ses avantages.

La labellisation distingue une société qui satisfait à des critères liés à l'âge de l'entreprise, à sa taille, à son actionnariat, au caractère innovant de son modèle économique et à son potentiel de croissance. Le label ouvre l'accès à des incitations pendant sa période de validité ; il ne garantit ni des ventes futures, ni un financement bancaire, ni la pérennité de l'entreprise.

### Le retrait du label n'est pas une fermeture automatique

La loi de 2018 précise les obligations des sociétés labellisées, dont le respect d'objectifs de croissance et de certaines obligations déclaratives. Son article 7 prévoit notamment des conditions de retrait et une procédure faisant intervenir un constat et l'audition du représentant légal dans les cas concernés.

La décision administrative de retirer le label doit être distinguée de la situation juridique de la société. Une entreprise peut continuer à exister sans bénéficier du statut Startup. À l'inverse, une entreprise ayant définitivement cessé ses activités peut ne plus satisfaire aux conditions du label.

Le retrait peut affecter le bénéfice d'avantages rattachés au statut, selon leur nature et les règles applicables. Mais aucune conséquence fiscale, financière ou contractuelle identique pour les 162 entreprises ne peut être affirmée sans examiner chaque situation et chaque décision.

### Financement : les difficultés d'autofinancement et de crédit persistent

Sofiene Hémissi reconnaît que les startups font toujours face à plusieurs obstacles, parmi lesquels l'autofinancement, le crédit bancaire et l'accès à la commande publique. Un label reconnu par les pouvoirs publics ne suffit pas à convaincre un établissement financier de prêter à une jeune société dont les revenus sont parfois irréguliers.

Selon le ministre, des lignes de financement prévues par les mécanismes existants doivent aider les startups à couvrir leurs besoins opérationnels et à mobiliser les ressources propres nécessaires à leur développement. Le ministère travaille avec des acteurs tels que Smart Capital et la Banque tunisienne de solidarité (BTS) pour faciliter l'accès aux dispositifs.

Les conditions précises d'éligibilité, les montants disponibles pour chaque entreprise et les délais de décaissement n'ont pas été détaillés dans cette annonce. Il faut donc distinguer les orientations du ministère d'un financement déjà accordé à un bénéficiaire déterminé.

### Marchés publics : le problème des solutions innovantes proposées spontanément

La réforme envisagée concerne aussi la relation entre startups et administrations. Aujourd'hui, les procédures classiques d'achat public peuvent être difficiles à concilier avec des solutions nouvelles, dont les spécifications ne sont pas encore définies ou dont la valeur doit être démontrée par un premier usage.

COMMERCE ÉLECTRONIQUE

## La Mauritanie lance sa stratégie 2026-2030, le défi des résultats commence

La Mauritanie a lancé, le 12 novembre 2026 à Nouakchott, sa stratégie nationale du commerce électronique pour 2026-2030. Destinée à soutenir les investissements et à renforcer la confiance dans les transactions numériques, cette feuille de route devra désormais se traduire par des objectifs mesurables.

Le gouvernement mauritanien veut faire du commerce électronique un moteur de croissance et de compétitivité. Présentée par le ministère de la Transformation numérique et de la Modernisation de l'administration, la stratégie couvre cinq années et repose sur quatre axes principaux et cinq objectifs stratégiques.

Selon l'Agence mauritanienne d'information (AMI), les priorités comprennent le renforcement de la gouvernance, la sécurisation des transactions, la numérisation des procédures commerciales et l'inclusion numérique. La stratégie entend faciliter l'accès des entreprises aux marchés et encourager les investissements. Elle prévoit également une plateforme numérique de suivi développée par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), en collaboration avec le ministère. Cet instrument doit permettre de suivre les réformes et d'évaluer leur avancement.

Mais une question demeure : comment mesurer concrètement la progression du commerce électronique ?

La communication officielle consultée ne fournit pas d'objectifs quantifiés concernant les paiements numériques, le nombre de commerçants connectés, la couverture des services de livraison ou l'adoption par les consommateurs.

### Cinq indicateurs pour mesurer la transformation

Pour WMC, la crédibilité opérationnelle de cette stratégie dépendra notamment de cinq dimensions : le volume des paiements électroniques, la fiabilité des livraisons, l'accès à une identité numérique utilisable, la protection des consommateurs et l'efficacité du règlement des litiges.

Ces indicateurs permettraient d'apprécier les progrès réels, au-delà du nombre de plateformes créées ou des procédures numérisées.

La publication d'une situation de référence, de cibles annuelles et de responsabilités clairement identifiées constituerait une étape déterminante.

La Mauritanie dispose désormais d'un cadre stratégique annoncé. Son efficacité économique restera à apprécier à partir des mesures effectivement déployées et de résultats vérifiables.

R I.

PÉTROLE

# L'Ouganda et la Tanzanie misent sur la complémentarité de leurs projets de raffinage

*Les pays d'Afrique de l'Est cherchent à mieux valoriser leurs ressources pétrolières et à réduire leur dépendance aux importations de produits raffinés, dans un contexte de développement des infrastructures énergétiques régionales.*

L'Ouganda et la Tanzanie veulent coordonner leurs investissements dans le raffinage pétrolier afin de développer une industrie régionale autour du brut ougandais. Réunis le 18 novembre 2026 à Entebbe, les présidents Yoweri Museveni et Samia Suluhu Hassan ont appelé à accélérer la mise en place du hub énergétique de Tanga, en Tanzanie, et à articuler ce projet avec la future raffinerie de Hoima, en Ouganda.

L'objectif est d'éviter la duplication des infrastructures et de mieux répartir les capacités de transformation, de stockage et de distribution entre les deux pays.

Museveni a insisté sur la nécessité de dépasser la seule coopération autour du transport du pétrole brut. Selon lui, des stratégies nationales conduites séparément risqueraient d'entraîner des investissements redondants, d'augmenter les coûts et de faire perdre des débouchés économiques. Il a notamment cité les projets de raffinerie de Hoima et de Tanga, estimant que leur développement sans coordination constituerait une grave erreur économique.

La coopération devrait ainsi couvrir plusieurs maillons de la chaîne pétrolière, du raffinage à la distribution, en passant par le stockage.

### Hoima et Tanga : deux projets aux ambitions complémentaires

Les deux installations doivent répondre à des besoins distincts. À Hoima, l'Ouganda prévoit une raffinerie de 60 000 barils par jour, principalement destinée à approvisionner son marché intérieur. Évalué à 4 milliards de dollars, le projet est porté par un partenariat entre l'émirati Alpha MBM Investments, qui doit détenir 60 % du capital, et la compagnie publique Uganda National Oil Company (UNOC), avec les 40 % restants. La décision finale d'investissement est attendue en février 2027, tandis que les travaux d'ingénierie de base ont commencé.

À Tanga, les ambitions sont plus larges. Le protocole d'accord signé le 6 août 2026 entre les compagnies publiques Uganda National Oil Company (UNOC) et Tanzania Petroleum Development Corporation (TPDC), ainsi que Vitol Bahrain, prévoit un complexe de plus de 20 milliards de dollars associant une raffinerie, un terminal de stockage, un quai maritime et un pipeline de produits raffinés vers l'Ouganda. Le projet doit également développer des activités de négoce et de logistique, ainsi que des coentreprises dans la production d'engrais, de plastiques et de produits chimiques industriels. La capacité de raffinage envisagée n'a toutefois pas été précisée.

Cette complémentarité s'appuie sur l'East African Crude Oil Pipeline (EACOP), qui doit acheminer le pétrole ougandais jusqu'à la côte tanzanienne. Au 18 novembre, son taux d'avancement atteignait 93,9 %. Les deux dirigeants ont demandé d'accélérer les derniers travaux, les essais et la préparation de sa mise en service.

### De l'annonce aux investissements : le défi de l'exécution

Pour Kampala, l'enjeu est aussi de réduire sa dépendance aux approvisionnements extérieurs. Les importations de produits pétroliers coûtent environ 2 milliards de dollars par an au pays. La raffinerie de Hoima doit contribuer à couvrir cette demande, tandis que le complexe de Tanga pourrait transformer, stocker et redistribuer des produits vers plusieurs marchés de la région.

La concurrence régionale souligne néanmoins l'importance des infrastructures et des débouchés. Après avoir envisagé Tanga, le groupe nigérian Dangote a retenu Lamu, au Kenya, pour son projet de raffinerie de 700 000 barils par jour. La profondeur des eaux de Lamu, la taille du marché kényan et ses connexions avec plusieurs pays d'Afrique de l'Est ont notamment pesé dans ce choix. Tanga devra donc valoriser l'accès au brut ougandais et l'intégration des différentes activités prévues pour construire son attractivité industrielle.

La concrétisation des projets reste toutefois déterminante. À Hoima, la décision finale d'investissement doit encore être prise, après plusieurs tentatives de partenariat qui n'avaient pas abouti depuis le début des années 2010. À Tanga, le protocole d'accord doit se traduire en investissements effectifs, avec un financement à sécuriser et des étapes techniques, réglementaires et environnementales à achever.

Les deux gouvernements veulent enfin inscrire cette coopération dans un réseau énergétique plus large. Ils ont appelé à accélérer les projets de gazoducs et de pipelines de produits raffinés, ainsi que l'interconnexion électrique de 400 kV entre Wobulenzi, Masaka, Ibadakuli et Shinyanga. Autant d'infrastructures destinées à soutenir l'intégration des marchés énergétiques ougandais et tanzanien.

R I/Agence

CÂBLES ÉLECTRIQUES

# Le FPI accorde 16,5 millions $ à Congo Cable pour accroître sa production

Le Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI) a annoncé, en novembre 2026, un financement de 16,5 millions de dollars en faveur de Congo Cables & Transformers (CCT), pour accompagner l'extension de son usine de production de câbles électriques armés à Lubumbashi, dans la province du Haut-Katanga. Selon la communication de l'institution, cette enveloppe vise à renforcer les capacités de production de l'entreprise, à soutenir la fabrication locale de ces équipements et à réduire la dépendance aux importations.

Ce financement prolonge l'accompagnement par le FPI du groupe Mining Engineering Services (MES), auquel appartient Congo CCT. En 2023, celui-ci avait déjà bénéficié de 4,23 millions de dollars du Fonds, soit 50 % du coût de son usine de câbles, évalué à 8,45 millions USD, selon Zoom Eco. Cette enveloppe avait notamment financé les équipements de production et le fonds de roulement. À l'inauguration, Julien Paluku avait annoncé une capacité d'un million de kilomètres de câbles par mois et une gamme de 4 100 types de câbles, sans que les volumes réellement produits depuis soient connus.

Le groupe MES a sollicité par la suite des financements supplémentaires auprès du FPI pour étendre ses activités. En mai 2026, le Fonds indiquait que l'entreprise avait déjà remboursé 56 % des crédits contractés pour l'ensemble de ses projets financés et honorait régulièrement ses engagements. Il précisait par ailleurs que la demande de financement complémentaire faisait l'objet d'une évaluation.

Entre-temps, les investissements industriels du groupe se sont poursuivis. Le 6 juillet 2026, trois unités de production ont été inaugurées à Lubumbashi dans le cadre des investissements du groupe Vinmart, auquel appartient MES. Deux d'entre elles relèvent de MES et concernent la fabrication de câbles électriques et de transformateurs. La troisième, exploitée par Sotrafer, est consacrée à la production de tubes carrés. Ces équipements sont notamment destinés aux secteurs minier, énergétique et de la construction.

Malgré ces nouvelles installations et le financement supplémentaire annoncé en novembre, les capacités additionnelles attendues, les volumes de production effectivement réalisés et les objectifs de production après extension n'ont pas encore été précisés publiquement.

### Production locale face aux importations

L'expansion de cette industrie intervient dans un contexte de protection de la production locale. En janvier 2026, le ministère du Commerce extérieur a reconduit pour douze mois des restrictions à l'importation de plusieurs produits, dont les conducteurs électriques en cuivre et en aluminium et les câbles non armés dans le sud du pays. Ces mesures ne couvrent toutefois pas directement les câbles armés concernés par le projet d'extension de MES. Les autorités congolaises indiquent par ailleurs que des câbles électriques en cuivre fabriqués localement sont désormais exportés vers plusieurs marchés régionaux, dont la Tanzanie, le Kenya et la Zambie. Lors de l'inauguration des nouvelles unités industrielles en juillet 2026, Julien Paluku avait également appelé les entreprises publiques et privées, notamment la SNEL, la REGIDESO, les sociétés minières et les acteurs du bâtiment et des travaux publics, à privilégier les équipements produits localement.

Avec la nouvelle enveloppe de 16,505 millions de dollars, les financements accordés par le FPI au groupe MES atteindraient ainsi 20,735 millions dollars, en additionnant le financement de 4,23 millions dollars rapporté en 2023 et celui annoncé en novembre 2026.

Ce cumul illustre la continuité de l'accompagnement public d'un groupe engagé dans le développement de plusieurs activités industrielles à Lubumbashi.

Au-delà du montant mobilisé, l'enjeu sera de mesurer les retombées de ces investissements : augmentation effective de la production, approvisionnement des entreprises locales, progression des ventes à l'exportation et création d'emplois. Autant d'indicateurs qui permettront d'évaluer la contribution de ces financements à la transformation locale du cuivre et à la réduction de la dépendance de la RDC aux importations d'équipements électriques.

R I.

INNOVATION

# Le Togo veut expérimenter des matériaux de construction à base de résidus agricoles

Au Togo, les résidus agricoles pourraient servir à fabriquer de nouveaux matériaux de construction. Lancé ce vendredi 20 novembre 2026 à l'École nationale polytechnique (ENP) de Lomé, le projet BIO-STRUCT entend transformer ces ressources en panneaux composites biosourcés, durables et abordables.

Doté d'un budget global de 571.000 euros, soit environ 374,5 millions FCFA, l'initiative est financée dans le cadre du programme LuxAid BRIDGES par le Fonds national de la recherche du Luxembourg (FNR), le ministère luxembourgeois des Affaires étrangères et européennes et LuxDev, avec une contribution du Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST). Coordonné par cet institut, en partenariat avec l'ENP de Lomé, BIO-STRUCT s'étend sur trois ans. Les travaux porteront sur la conception, la fabrication et les essais de panneaux composites élaborés à partir de matières premières agricoles disponibles localement. L'objectif est de vérifier leurs propriétés et leur conformité aux normes de construction applicables au Togo, avant d'envisager leur utilisation dans le bâtiment.

Le lancement de BIO-STRUCT repose sur un double constat, selon les responsables du projet : un déficit de plus de 500 000 logements au Togo et une production annuelle estimée à près de 8 millions de tonnes de résidus agricoles, dont une grande partie reste insuffisamment valorisée.

« Notre but est de les utiliser, de valoriser nos ressources agricoles pour créer des panneaux de construction », a expliqué Yao Koutsawa, responsable du projet. Les recherches devront déterminer les procédés permettant de transformer ces ressources en panneaux présentant les caractéristiques nécessaires à leur utilisation dans les constructions.

Au-delà de la question du logement, cette approche ouvre des perspectives pour la valorisation des productions agricoles et la création d'une nouvelle activité industrielle. Le recours à des ressources locales pourrait également contribuer à limiter la dépendance aux matériaux importés, dont le coût pèse sur les dépenses de construction.

Une réponse aux priorités du gouvernement

Pour les autorités togolaises, BIO-STRUCT rejoint les orientations nationales en matière de logement, de résilience climatique et de valorisation des ressources locales. Le représentant du ministre délégué chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, Kossi Sénamé Dodzi, a notamment insisté sur la nécessité de développer des solutions adaptées aux conditions climatiques du pays.

R I.

POINT-MARCHÉS

# Les Bourses mondiales ébranlées par la fébrilité autour de l'IA

*La gueule de bois après l'ivresse : les Bourses mondiales ont été sévèrement secouées par la tourmente autour de l'intelligence artificielle (IA) vendredi, dont les importants besoins en capitaux suscitent désormais la défiance des investisseurs.*

"Une véritable nervosité autour de l'intelligence artificielle s'empare des marchés financiers internationaux", a résumé Andreas Lipkow, analyste pour CMC Markets.
A Wall Street, l'indice Nasdaq, qui rassemble l'essentiel des titres technologiques, a plongé de 5,28 % et effacé par la même occasion tous ses gains de l'année.
L'indice élargi S&P 500 a trébuché de 3,70 % pour sa septième séance de baisse consécutive, "la plus longue série depuis le début du krach lié à la pandémie en février 2020", prévient Jim Reid, de la Deutsche Bank. Le Dow Jones a lui cédé 1,94 %.
"L'ampleur et la rapidité de la vague de ventes prennent certains au dépourvu", a décrit auprès de l'AFP Angelo Kourkafas, analyste financier pour le gestionnaire de fortune Edward Jones.
Au lendemain de sa tonitruante entrée en Bourse, la plus importante de l'histoire, Anthropic, le concepteur américain de l'agent conversationnel IA Claude, a fait les frais de ce regain de défiance, chutant de 8,50 %, non loin de son prix initial de cotation.
En Europe, Francfort a cédé 2,60 %, Paris 1,89 %, Milan 2,48 % et Londres 1,02 %. L'indice Euro Stoxx 50, qui regroupe les principales valeurs de la zone euro, a perdu 2,81 %.

### Les semi-conducteurs en souffrance

Les entreprises liées à l'IA fondent en Bourse depuis plusieurs semaines, en raison des doutes quant au retour sur investissement des dépenses massives engagées pour développer cette technologie, faute de modèle économique jugé viable.
Ces dépenses sont de plus en plus réalisées par l'emprunt, dont le coût grimpe avec la hausse des taux d'intérêt sur les marchés obligataires. Et la perspective d'une hausse des taux directeurs de la Réserve fédérale américaine (Fed) début décembre renforce ces inquiétudes.
Les investisseurs craignent enfin que le rythme de construction de centres de données pour l'IA ne soit freiné aux États-Unis, après la victoire écrasante aux "midterms" des démocrates, davantage favorables à une régulation dans ce domaine.
Les "sérieux doutes quant à la capacité de l'IA à stimuler les bénéfices des entreprises et l'économie au sens large se reflètent dans la correction brutale qui touche actuellement les actions", selon Jose Torres, analyste financier pour la plateforme Interactive Brokers.
Les principales victimes sont les sociétés du secteur des semi-conducteurs et des puces électroniques, indispensables pour les centres de données de l'IA, et dont les bénéfices se sont envolés ces dernières années grâce aux investissements dans cette technologie.
Le mastodonte des puces Nvidia a cédé 12,64 % soit près de 500 milliards de dollars de capitalisation boursière partis en fumée rien que pour l'entreprise.
AMD a plongé de 13,25 % vendredi et perdu un tiers de sa valeur depuis son pic fin octobre. Broadcom a reculé vendredi de 12,19 %, TSMC de 9,30 %.
Les groupes qui équipent les centres de données ne sont pas épargnés : le français Schneider Electric a cédé 3,70 %, Legrand 4,64 %, le câblier Nexans 4,76 % et son concurrent italien Prysmian 6,29 %. L'allemand Siemens Energy a perdu 6,33 %.

### Les taux d'emprunt souverains grands gagnants

Les obligations d'État, traditionnellement considérées comme des valeurs refuges, ont largement bénéficié de ce mouvement d'aversion au risque, ce qui fait fortement reculer leurs taux d'intérêt, des deux côtés de l'Atlantique.
L'emprunt américain à dix ans est repassé sous les 5 %, à 4,94 %, contre 5,05 % jeudi soir. Le rendement de l'emprunt allemand à dix ans, référence en Europe, baissait à 3,29 %, contre 3,40 % jeudi.
Sur le marché des changes, le yen a aussi joué son rôle de valeur refuge, gagnant 0,70 % face au dollar, à 158,57 yens pour un dollar.
Côté pétrole, le baril de Brent a gagné 0,64 % à 92,57 dollars et celui de WTI de 0,93 %, à 83,98 dollars, pris entre les craintes d'escalade au Moyen-Orient et la perspective de volumes très importants d'or noir sur le marché pour les prochains mois.

Agence

## COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

BANK OF ALGERIA

**COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN**

**Cours du : 19 Novembre 2026**
**Valeur : 23 Novembre 2026**

| BASE | DEVISES | | COURS ACHAT | COURS VENTE |
|---|---|---|---|---|
| 1 | USD | US DOLLAR | 136.9380 | 136.9530 |
| 1 | EUR | EURO | 150.4264 | 150.4703 |
| 1 | GBP | POUND STERLING | 180.2053 | 180.2725 |
| 100 | JPY | JAPANESE YEN | 85.9515 | 85.9664 |
| 1 | CNY | CHINESE YUAN | 20.5338 | 20.5373 |
| 1 | CHF | SWISS FRANC | 162.3642 | 162.4398 |
| 1 | CAD | CANADIAN DOLLAR | 95.6672 | 95.6843 |
| 1 | DKK | DANISH KRONE | 20.0930 | 20.0982 |
| 1 | SEK | SWEDISH KRONA | 13.4662 | 13.4685 |
| 1 | NOK | NORWEGIAN KRONE | 14.1350 | 14.1377 |
| 1 | AED | UAE DIRHAM | 37.2844 | 37.2905 |
| 1 | SAR | SAUDI RIYAL | 36.5012 | 36.5111 |
| 1 | KWD | KUWAITI DINAR | 443.1650 | 443.3571 |
| 1 | TND | TUNISIAN DINAR | 44.9624 | 45.4143 |
| 1 | MAD | MOROCCAN DIRHAM | 13.7350 | 13.7365 |
| 1 | LYD | LIBYAN DINAR | 21.1207 | 21.2287 |
| 1 | MRU | MAURITANIAN OUGUIYA | 3.4218 | 3.4324 |
| 1 | SDR | SPEC. DRA. RIGHTS | 183.9966 | 183.9966 |

L'IA DÉRAILLE À WALL STREET

# Le marché enregistre des centaines de milliards de dollars de pertes

Wall Street a lourdement chuté vendredi, croulant sous le poids des inquiétudes persistantes autour de l'intelligence artificielle (IA), un jour à peine après la cotation historique du géant du secteur, Anthropic.
Poule aux œufs d'or de Wall Street, le secteur de l'IA semble désormais devenir le vilain petit canard des marchés : il souffre depuis plusieurs semaines des doutes concernant la rentabilité future des dépenses massives engagées pour développer cette technologie, avec un recours de plus en plus important à la dette.
L'indice Nasdaq, qui rassemble l'essentiel des titres technologiques, a dévissé de 5,28 % et effacé par la même occasion tous ses gains de l'année.
L'indice élargi S&P 500 a reculé de 3,70 % tandis que le Dow Jones a cédé 1,94 %.
L'indice Vix, qui mesure la nervosité des acteurs du marché, a atteint un plus haut depuis le choc des droits de douane imposés par le président Donald Trump en avril 2025.
"L'ampleur et la rapidité de la vague de ventes prennent certains au dépourvu", a décrit auprès de l'AFP Angelo Kourkafas, analyste financier pour le gestionnaire de fortune Edward Jones.
Incarnation de l'engouement pour l'IA, le mastodonte des puces Nvidia a cédé 12,64 % soit près de 500 milliards de dollars de capitalisation boursière partis en fumée rien que pour l'entreprise. Cette dernière avait déjà été secouée par le départ de son patron historique, Jensen Huang, sur fond de scandale mêlant relations extraconjugales, soupçons d'espionnage et de contrebande de puces.
Les semi-conducteurs sont essentiels aux centres de données dédiés à l'intelligence artificielle. Mais les investisseurs s'inquiètent de perspectives de croissance moindres du fait d'une réglementation durcie.
AMD a plongé de 13,25 % vendredi et perdu un tiers de sa valeur depuis son pic fin octobre. Le cours d'Intel a été divisé par plus de deux sur la même période.
Broadcom a reculé vendredi de 12,19 %, TSMC de 9,30 %.

### Pas de fièvre Anthropic

L'introduction en Bourse d'Anthropic réussie jeudi "n'a pas non plus suffi à restaurer la confiance des investisseurs dans le secteur de l'intelligence artificielle", soulignent les experts de Briefing.com.
Le concepteur de l'agent conversationnel IA Claude a d'abord fait une entrée remarquée sur la place américaine, terminant en hausse de près de 17 % jeudi, après une levée de fonds record de 91,6 milliards de dollars. Mais, pour sa deuxième séance en Bourse vendredi, le titre a chuté de 8,50 % à 88,91 dollars, non loin des 83 dollars fixés pour l'introduction en Bourse.
"Il serait difficile pour n'importe quelle entreprise d'évoluer de manière très différente du reste du marché ou de son secteur", a estimé Angelo Kourkafas, "peu surpris" par cette chute.
"Tout ralentissement des investissements dans l'IA ou dans le déploiement des infrastructures du secteur pourrait également freiner la capacité d'Anthropic à poursuivre sa croissance", a ajouté Fiona Cincotta, analyste pour Forex.com.

### Bulle IA ?

Sans grande surprise, les lourdes pertes du jour ravivent les craintes d'un éclatement d'une bulle liée à l'IA.
"Il se pourrait que le marché haussier ait pris fin en octobre", a écrit Jose Torres, analyste financier pour la plateforme Interactive Brokers.
Selon lui, les "sérieux doutes quant à la capacité de l'IA à stimuler les bénéfices des entreprises et l'économie au sens large se reflètent dans la correction brutale qui touche actuellement les actions".
"Les attentes qui ont propulsé l'IA dans la stratosphère" étaient trop "démesurées (...) pour que les entreprises puissent satisfaire les acteurs du marché", a-t-il ajouté.
Avant même la séance de vendredi, la plupart des "Sept Magnifiques" (Apple, Microsoft, Google, Amazon, Meta, Nvidia et Tesla) ont vu leur capitalisation boursière cumulée fondre de plus de 3.500 milliards de dollars en un mois et demi, une somme comparable au produit intérieur brut (PIB) de la France.
Les bons du Trésor, valeurs refuges par excellence, se sont imposés en grands gagnants des déboires de l'IA vendredi.
Le rendement des emprunts de l'État américain à échéance dix ans est passé de 5,05 % jeudi à 4,95 %, signe d'une forte demande des investisseurs qui cherchent à réaffecter leur argent dans des titres réputés sûrs.

R I.

CHINE

# Les exportations d'aimants en terres rares vers les États-Unis et l'UE diminuent en octobre

*Les exportations chinoises d'aimants permanents en terres rares ont chuté de 7,6 % en octobre par rapport au mois précédent, pour atteindre 5 694 tonnes.*

Ce recul s'est également traduit par une baisse des exportations vers les États-Unis et l'Union européenne, selon les données douanières chinoises publiées ce 20 novembre. Les livraisons aux États-Unis ont totalisé 563,6 tonnes, soit 6,7 % de moins qu'en septembre et 14,1 % de moins qu'il y a un an. Cette baisse interrompt une hausse de 18 % enregistrée en septembre. Les États-Unis étaient le quatrième acheteur de ces produits pour la Chine en octobre, après l'Allemagne, la Corée du Sud et l'Inde. Les exportations vers l'UE ont reculé de 9,7 % à 2 216,5 tonnes, après un rebond en septembre, où elles avaient atteint leur plus haut niveau depuis février. Le Japon a fait exception à la règle, avec des livraisons en hausse de 25,1 % à 214,6 tonnes, malgré les tensions diplomatiques entre Pékin et Tokyo. Ce recul intervient alors que la Chine poursuit son différend commercial avec Bruxelles et Washington. Début octobre, Pékin a tenu des discussions avec l'UE sur les déséquilibres commerciaux, s'engageant à continuer de faciliter l'approbation des licences d'exportation de terres rares et d'aimants destinés au bloc par le biais d'un « canal vert ».
Les deux parties sont également parvenues à un accord visant à limiter les exportations de voitures hybrides chinoises vers l'UE pour les quatre prochaines années. Avec les États-Unis, cette question a probablement été au cœur des discus-



sions lors de la rencontre de cette semaine entre le président chinois Xi Jinping et son homologue américain Donald Trump, en marge du sommet de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) à Shenzhen. Ces derniers jours, M. Trump a déclaré que les États-Unis rattraperaient la Chine en matière de production de terres rares « d'ici 10 mois », mais les analystes jugent cet objectif irréaliste, compte tenu de la robustesse de la chaîne d'approvisionnement chinoise, fruit de plusieurs décennies d'efforts. La Chine représente près de 95 % de la production mondiale d'aimants permanents, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE). À partir d'avril 2025, les exportateurs chinois devront obtenir une autorisation gouvernementale pour exporter certains de ces produits. Ce système, instauré par Pékin, contrôle sept éléments de terres rares et les matériaux associés, en réponse à la hausse des droits de douane américains.

**R I/Agence**

BUDGET

## Le Conseil européen prévoit des coupes de 204 milliards d'euros et une taxe numérique

Le président du Conseil européen Antonio Costa a présenté samedi un nouveau projet de budget de l'UE pour la période 2028-2034, réduit de 204 milliards d'euros par rapport à la proposition initiale de la Commission, qui s'élevait à 2000 milliards d'euros.
Ce projet révisé intègre également une proposition de nouvelle taxe sur les grandes entreprises du secteur numérique, a confirmé Antonio Costa, qui veut en outre mettre à l'étude la taxation des cryptoactifs.

ESPAGNE

## Le ministère des Finances approuve les comptes des neuf premiers mois

Le conseil d'administration de Mfe-MediaForEurope, groupe audiovisuel contrôlé par la famille Berlusconi et propriétaire de Mediaset España, a approuvé les résultats financiers des neuf premiers mois de 2026, confirmant un bénéfice d'exploitation ajusté d'environ 110 millions d'euros.

L'agence de presse espagnole Europa Press a rapporté cette information, précisant que ce chiffre exclut les incidences comptables de la polémique entourant l'émission télévisée « Pasapalabra ».
Ce résultat représente une amélioration par rapport à la perte d'exploitation pro forma d'environ 23,7 millions d'euros enregistrée sur la même période en 2025. Le groupe a également souligné les effets positifs des mesures de maîtrise des coûts et des synergies opérationnelles au sein de ses activités télévisuelles européennes. L'approbation des comptes, intervenue hier, officialise les indications préliminaires publiées par la société le 11 novembre. Ces résultats financiers confirment la réorganisation des activités du groupe, qui s'efforce d'intégrer ses activités télévisuelles sur les principaux marchés européens.

ALLEMAGNE

## La croissance et l'inflation devraient s'accélérer déclare la Bundesbank

La croissance économique allemande devrait s'accélérer au dernier trimestre de l'année, mais l'inflation aussi, a déclaré jeudi la Bundesbank dans son rapport économique mensuel, ajoutant que la hausse des prix devrait surtout être marquée au moment de la nouvelle année.
L'économie allemande, la troisième mondiale, a, contre toute attente, affiché cette année une croissance solide, portée par une demande d'exportations soutenue et des mesures de relance budgétaire, prenant le contrepied de prévisions annonçant un impact majeur de la hausse des prix de l'énergie.
Cette relative vigueur, qui a mis fin à trois années de stagnation, devrait se maintenir dans les mois à venir, même si la consommation intérieure, moteur de la croissance par le passé, restera modérée, a ajouté la Bundesbank.
« La politique budgétaire expansionniste continue de fournir une dynamique en hausse », a-t-elle indiqué.
La plupart des principaux prévisionnistes tablent désormais sur une croissance allemande pour l'ensemble de l'année nettement supérieure à 1%, après 0,3% il y a un an.
« Toutefois, le taux d'inflation devrait augmenter fortement au début de l'année 2027 », a précisé la banque centrale.
À elle seule, l'expiration d'une subvention sur les carburants et d'autres mesures gouvernementales pourrait faire grimper le taux d'inflation d'environ un demi-point de pourcentage.
Parallèlement, la Bundesbank s'attend à une hausse des prix du gaz et à ce que l'augmentation des coûts énergétiques se répercute sur les prix d'autres biens et services.
Avec un taux de 2,9%, l'Allemagne a affiché en octobre l'un des taux d'inflation les plus bas de la zone euro.
Une forte hausse à partir de l'année prochaine devrait également faire grimper le chiffre de la zone.

Agence

ARGENTINE

## Le gouvernement donne son soutien à un mégaprojet de GNL de 50 milliards de dollars

L'Argentine a approuvé vendredi des mesures d'incitation pour un projet d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL) prévoyant des investissements de 50 milliards de dollars d'ici 2050, sans précédent dans l'histoire du pays. Le projet Argentina LNG, développé par la société argentine YPF, l'italienne Eni et l'émiratie XRG, s'inscrit dans l'exploitation du gaz du gisement de Vaca Muerta, en Patagonie argentine (sud), qui renferme les réserves les plus importantes du pays.
Le projet prévoit déjà de dépenser 25 milliards de dollars entre 2027 et 2030, a déclaré le ministre de l'Économie Luis Caputo sur X, annonçant le feu vert gouvernemental à un programme d'incitations publiques.
Argentina LNG s'inscrira dans le cadre du Régime d'incitation aux grands investissements (Rigi), un mécanisme créé en 2024 par le gouvernement de l'ultralibéral Javier Milei. Il offre des avantages en matière de fiscalité, de douanes et de change, avec des garanties de stabilité sur 30 ans.
Le projet comprendra un gazoduc et un oléoduc de 524 kilomètres chacun jusqu'à la côte atlantique du Río Negro, où opéreront deux unités flottantes de liquéfaction, a détaillé M. Caputo.
Selon lui, Argentina LNG permettra d'exporter 12 millions de tonnes par an de GNL et de liquides de gaz naturel, pour plus de 9 milliards de dollars par an.
Le patron de la compagnie pétrolière argentine YPF, Horacio Marín, s'est dit «très ému et fier pour cette étape si importante». «C'est désormais avec beaucoup d'espoir que nous nous dirigeons vers la signature de la décision finale d'investissement (FID) le 30 novembre prochain, aux côtés de nos partenaires Eni et XRG», a-t-il ajouté sur X.
Agence

FRANCE, INSEE

## L'indice du climat des affaires a perdu deux points en novembre et est tombé à 95.

« L'indicateur du climat des affaires est en baisse dans tous les secteurs étudiés, notamment dans les services et le commerce de détail, mais aussi dans l'industrie, la construction et le commerce de gros », a annoncé l'Institut national de la statistique et des études économiques dans un communiqué de presse.
L'indice du climat des affaires en France a reculé de deux points en novembre, s'établissant à 95. C'est ce qu'annonce l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) dans un communiqué. « En novembre 2026, l'indicateur synthétique du climat des affaires en France a baissé de deux points. À 95, il s'éloigne de sa moyenne de long terme (100) », précise le communiqué. « L'indicateur a reculé dans tous les secteurs étudiés, notamment dans les services et le commerce de détail, mais aussi dans l'industrie, la construction et le commerce de gros », ajoute-t-il. Le commerce de détail a perdu deux points, pénalisé par « les perspectives commerciales générales et les intentions de commandes », conclut le communiqué.

R I.

# L'Italie autorise le FSD de Tesla avant le vote européen

*Le ministère de Matteo Salvini a ouvert les routes italiennes au système de conduite assistée de Tesla, l'ancien FSD, sans attendre le vote européen de décembre. Aucun grand pays de l'Union ne l'avait autorisé avant l'Italie, et la France le refuse toujours.*

Et un de plus, un ! En avril, les Pays-Bas ont été les premiers en Europe à autoriser ce système, à titre provisoire. Dix autres pays de l'Union ont suivi depuis, sans attendre le feu vert de Bruxelles. Le ministère italien des Transports a donné le sien le 19 novembre, après des vérifications techniques. Avec ce système, le conducteur laisse la voiture tourner, accélérer et freiner, jusque dans les carrefours et les ronds-points, mais il doit garder les yeux sur la route et il répond de sa conduite, rappelle le ministère. Matteo Salvini a annoncé la nouvelle le lendemain sur X. Pour le ministre, l'Italie prend ainsi de l'avance sur une reconnaissance européenne « encore en cours de définition ».



### L'Italie a renoncé à attendre Bruxelles

Le sénateur Carlo Calenda réclamait cette autorisation depuis fin avril. Le 29 octobre, après un échange « très positif et constructif » avec Elon Musk, Matteo Salvini demandait encore à l'Union européenne d'aller vite. Azione, le parti de Carlo Calenda, l'avait alors accusé de se cacher derrière Bruxelles, puisque rien n'empêchait l'Italie d'agir seule. Trois semaines plus tard, son ministère a tranché sans l'Union.
Entre-temps, Tesla a cédé sur plusieurs points. Le constructeur a abandonné le nom Full Self-Driving en Europe, à la demande de l'Allemagne. Le conducteur pouvait aussi régler sa voiture pour dépasser la limite de vitesse de 50 %, et Tesla a ramené ce plafond à 10 %, avec l'accord des Pays-Bas début novembre. Le 16 novembre, les autorités néerlandaises ont validé une surveillance plus stricte du conducteur, qui devra garder les mains sur le volant au-dessus de 130 km/h. C'est cette version, réservée aux Tesla équipées de l'ordinateur de bord HW4, que l'Italie a autorisée.
Sur X, Tesla Europe a seulement répondu « Approuvé en Italie, le déploiement commence bientôt », sous une vidéo où l'une de ses voitures roule seule dans Rome, rapporte Electrek. Mais on ne sait toujours pas quand les Tesla pourront rouler presque seules dans les rues de Rome.

### Tesla a encore besoin de la France ou de l'Espagne en décembre

Avant l'Italie, onze pays de l'Union autorisaient le système. Ils rassemblent environ 70 millions d'habitants, soit 15 % de la population européenne, d'après les calculs d'Electrek. Avec ses 59 millions d'habitants, l'Italie porte cette part à près de 30 %.
Ce poids compte pour le vote de décembre. Pour autoriser le système dans toute l'Union, il faut l'accord d'au moins 15 des 27 pays, qui rassemblent au moins 65 % de la population. Le comité européen chargé des véhicules (TCMV) devait voter en octobre, mais il n'a consacré que 25 minutes au dossier et ne se réunira pas avant décembre.
L'Allemagne a promis en octobre de soutenir Tesla, en échange du changement de nom et du plafond de vitesse. Si Berlin tient parole, les pays favorables pèseraient environ 47 % de la population, selon Electrek. Pour franchir la barre des 65 %, Tesla a besoin de la France ou de l'Espagne, et de la plupart des pays encore indécis.
Pour rappel, l'Espagne n'a toujours pas autorisé le système, et la France l'a refusé en juillet. Le ministre des Transports, Philippe Tabarot, reprochait à Tesla de laisser le conducteur dépasser la limite de 50 % et de mal surveiller son attention. Tesla a revu ces deux points depuis. Après un échange avec Elon Musk, Philippe Tabarot a autorisé en septembre des essais sur route avec deux voitures fournies par le constructeur, mais la France n'a pas encore dit comment elle votera en décembre.

## Le Bitcoin connaît une journée cauchemardesque, et passe sous les 60 000 dollars

Ça ne va toujours pas beaucoup en ce moment dans le Bitcoin. Et encore moins aujourd'hui, avec une journée qui fait très mal à l'or numérique. Rouge c'est rouge ! Voilà la seule couleur que l'on voit du côté des cryptomonnaies, avec un cours qui ne cesse de reculer - au point même que certains ont émis l'hypothèse d'une manipulation de marché. Mais l'on voit bien que la conjoncture actuelle n'est pas bonne pour le Bitcoin, avec un vendredi noir.

#### Une journée noire pour le Bitcoin, qui passe brièvement sous les 59 000 dollars !

Le monde des cryptomonnaies est souvent corrélé aux indices boursiers de la tech. Et en ce moment, les inquiétudes croissent du côté de l'IA, avec en plus les problèmes liés à la firme centrale du secteur, NVIDIA.
Du coup, les valeurs sont à la baisse en Bourse, et le Bitcoin dévisse lui totalement. Il a ainsi reculé de près de 7% en une journée aujourd'hui, fondant sous la barre des 60 000 dollars, et passant même brièvement sous celle des 59 000 dollars.

#### Pire journée de l'histoire pour l'ETF Bitcoin de BlackRock

Signe de ce recul, les ETF Bitcoin ont n'ont de cesse d'enregistrer des retraits importants, avec un point d'orgue hier. Durant la journée de jeudi, on a ainsi enregistré 582,19 millions de dollars de retraits sur les ETF Bitcoin. Et l'immense majorité s'est retrouvée du côté de l'ETF iShares Bitcoin Trust (IBIT) de BlackRock, avec 541,1 millions de dollars de retraits nets. Pour situer ce chiffre, il faut expliquer qu'il s'agit tout simplement de la pire journée de l'histoire pour cet ETF depuis que BlackRock l'a déployé, en janvier 2024. Pour ce qui est du mois de novembre, pour le moment, l'ensemble des ETF Bitcoin ont à cette heure perdu 3,47 milliards de dollars. De quoi ne pas imaginer une belle fin d'année pour les cryptos bros !

# Ras-le-bol de l'IA générative ? Canva permet enfin de couper l'interrupteur (ou presque)

L'omniprésente IA s'invite désormais dans presque tous les recoins de nos applications. Le fait est que tout le monde n'a pas forcément envie de l'utiliser au quotidien… Aussi, la plateforme Canva propose de nouveaux réglages pour permettre à l'utilisateur de reprendre (un peu) le contrôle.
À force de multiplier les fonctions dopées à l'IA, les plateformes finissent parfois par oublier que nous, les utilisateurs, n'en avons pas nécessairement toujours l'utilité. C'est notamment le cas de Canva, qui vient d'annoncer de nouvelles options permettant de limiter, voire de désactiver une bonne partie de l'intelligence artificielle générative qui sévit par défaut sur son service. Une évolution bienvenue, même si tout ne disparaît pas complètement.

### Canva permet de désactiver ses fonctionnalités d'IA générative

Comme le rapporte Engadget , Canva a mis en ligne de nouveaux paramètres destinés à ceux qui souhaitent retrouver une expérience moins envahie par l'IA. Le premier permet tout simplement d'activer ou de désactiver les fonctionnalités d'IA générative de la plateforme. Les abonnés Pro comme les utilisateurs de la formule gratuite peuvent en profiter. Attention toutefois, il ne s'agit pas d'un grand ménage intégral. Certains outils dopés à l'IA continueront de fonctionner, notamment Effacer l'arrière-plan et Capture Magique. Canva précise que ces fonctionnalités reposent sur l'analyse et la manipulation d'éléments déjà présents dans une image, sans générer de nouveau contenu. Elles ne sont donc pas considérées comme de « l'IA générative ».
Dans la version française de Canva, le message est assez explicite : « Désactivez l'option pour afficher moins d'éléments et de modèles générés par l'IA dans les résultats de recherche et les recommandations. Certains pourront toutefois continuer à apparaître. » Un détail mérite d'être souligné : cette option est activée par défaut. Autrement dit, il faudra aller modifier le paramètre pour profiter d'une bibliothèque moins exposée aux créations artificielles.

### Une personnalisation par l'IA également activée par défaut

En fouillant les paramètres de votre compte Canva, une autre option mérite également votre attention. Dans la rubrique « Personnalisation par l'IA », le réglage « À propos de moi » est lui aussi activé par défaut.
Dans les faits, lorsque cette option est activée (et elle l'est par défaut), Canva autorise son intelligence artificielle à consulter et à modifier votre page, afin de personnaliser davantage les expériences proposées sur la plateforme. Celles et ceux qui souhaitent limiter l'exploitation de leurs informations par les outils d'intelligence artificielle savent ce qu'il leur reste à faire.
À l'heure où l'IA générative s'impose un peu partout, laisser aux utilisateurs la possibilité de reprendre (ne serait-ce que partiellement) la main sur leur expérience n'a rien d'anecdotique, même si le bouton magique pour faire disparaître absolument toute trace d'IA n'existe pas encore.

## VOLKSWAGEN ID.POLO GTI CLUBSPORT, AVEC 367 CH SOUS LE CAPOT

# voici la nouvelle patronne des petites GTI électriques

*Volkswagen dévoile le concept car Volkswagen ID. Polo GTI Clubsport, une citadine entièrement électrique développant 367 chevaux. Elle sera exposée au salon automobile Essen 2026 pour célébrer les cinquante ans du badge GTI, cette voiture sportive radicale repousse les limites de la performance sur circuit. Basée sur la plateforme MEB+, cette puissante traction avant franchit le zéro à cent en 4,7 secondes. Avec sa carrosserie élargie dotée de deux portes, son aérodynamisme poussé et son habitacle biplace conçu pour la piste, la nouvelle citadine Volkswagen attends de pied ferme la future Alpine A290 GTX à quatre roues motrices.*

Dans le groupe Volkswagen, les berlines polyvalentes électriques adoptent des trajectoires opposées. A l'automne 2021, au salon de la mobilité IAA de Munich, le prototype Cupra UrbanRebel (voir notre galerie photos) s'affirme avec sa silhouette évadée d'un circuit et ses 340 ch glissés sous le capot qui peuvent même grimper ponctuellement à 435 ch. L'engin jette les prémices épicées de la Cupra Raval de série forcément moins puissante avec au mieux 226 ch pour la version VZ.

Tandis qu'au printemps 2023, le concept car Volkswagen ID.2all annonce quant à lui la Volkswagen ID.Polo de série. La marque haussa le ton dès le salon de Munich en septembre de la même année à l'aide du prototype ID.GTI Concept préfigurant pour sa part l'ID.Polo GTI de série dont la puissance de 226 ch fait jeu égal avec celle de la plus véloce des Raval.

Dernière évolution en date pour la petite VW, le concept ID. Polo GTI Clubsport transposant l'esprit de performance éponyme – présent depuis 10 ans dans la gamme de la Golf, la série GTI Clubsport fut lancée pour célébrer les 40 ans de la Golf GTI - dans l'ère de la mobilité 100 % électrique.

Le concept ID. Polo GTI Clubsport prendra son premier bain de foule au salon de l'automobile d'Essen (du 27 novembre au 6 décembre 2026) pour célébrer le 50e anniversaire de la marque GTI. Ce concept-car a été conçu spécifiquement pour des circuits exigeants comme le Nürburgring.




### 2 ou 4 roues motrices pour l'ID. Polo GTI Clubsport ?

La Volkswagen ID. Polo GTI Clubsport dispose d'une machine électrique de 367 ch. © Volkswagen

Basé sur la plateforme modulaire MEB+ à traction avant, l'ID.Polo GTI Clubsport loge au chausse-pied sous son capot avant le moteur électrique APP550 fort de 367 ch. Un bloc qui équipe déjà les VW ID.7, VW ID.Tiguan et ID.Buzz mais sur le train arrière. C'est pourquoi, les trains roulants et de facto les ailes de l' ID. Polo GTI Clubsport ont été élargis de 5 cm par côtés.

Une fois dotée de ce "big block" l'ID.Polo GTI Clubsport - qui motrice donc uniquement sur ses roues avant - revendique une vitesse de pointe de 240 km/h et son différentiel avant à régulation électronique avec Launch Control expédie l'exercice du 0 à 100 km/h en 4,7 secondes. Pour stopper la bête, un nouveau système de freins en céramique veille au grain.

### Une ID.Polo à 2 portes ?

Ce concept exclusif adopte une silhouette à deux portes (contre quatre pour le modèle de série), mais attention, il ne préfigure aucunement une future ID.Polo coupé. Ce sont les portes avant de la version de série qui ont été conservée, les portes arrière ont quant à elle purement et simplement disparu. L'allure de l'auto devient bestiale au moyen de passages de roues proéminents de 50 millimètres de chaque côté. Pour garantir un appui aérodynamique maximal sur piste, un large splitter avant typé compétition, un épais diffuseur et un imposant aileron arrière qui semble flotter depuis le toit sont venus en renfort.

### Un habitacle de course biplace

L'habitacle de l'ID. Polo GTI Clubsport est optimisé pour la course en témoigne la suppression du système d'info divertissement pour ne pas distraire le pilote. L Le mobilier et tout particulièrement la planche de bord, s'habille de microfibre ArtVelours sombre et anti-reflet. À l'avant, des sièges baquets Recaro sont équipés de harnais rouges à 5 points. À l'arrière, la banquette et le coffre ont été entièrement vidés pour laisser place à un arceau de sécurité peint en Rouge Tornado. Volkswagen ouvre déjà la porte pour en faire un futur modèle de série. La marque allemande aurait tort de s'en priver, ne serait-ce que pour donner la réplique à la future Alpine A290 GTX à quatre roues motrices et 300 ch attendue l'an prochain.

# L'actuel patron de Renault est en partie responsable de l'énorme échec du losange en Chine

L'actuel patron de Renault fait dans le pragmatisme et se retrouve aux antipodes de son prédécesseur Luca de Meo. Mais il avoue volontiers avoir manqué d'aplomb face à Carlos Ghosn quand il s'agissait de dire au grand patron de l'époque que la mission allouée à Renault en Chine était tout bonnement impossible. Et le retour de Renault en Chine semble désormais bien compliqué dans un marché en chute libre.  Au moment de "l'anniversaire" de l'interpellation de Carlos Ghosn, la déclaration de François Provost ne pouvait pas mieux tomber. Le 19 novembre 2018, l'ancien patron de l'alliance Renault-Nissan est arrêté au Japon. 8 ans plus tard, le patron du groupe Renault avoue ses "fautes" dans une longue interview à nos confrères de la presse allemande. Non pas dans cette affaire qui ne le concerne évidemment pas du tout, mais plutôt dans le cas de la gestion chinoise catastrophique pour un groupe Renault qui n'aura pas percé sur un marché gigantesque et pourtant ultra porteur à l'époque.

### Le passif de François Provost chez Renault

Avant de prendre la direction générale de Renault, François Provost a piloté les opérations du groupe en Asie et en Chine à la fin des années 2010, à un moment où Renault croyait encore pouvoir se faire une place durable sur le marché chinois via un empilement de coentreprises : la DRAC avec Dongfeng à Wuhan pour les SUV Kadjar et Koleos, eGT-NEV pour l'électrique abordable City K-ZE (avant la mieux connue Spring vendue chez nous) et Renault-Brilliance Jinbei pour les utilitaires.

Sur le papier, l'ambition affichée visait 550 000 ventes annuelles à l'horizon 2022 dans un pays où le marché s'essoufflait déjà en 2018 après vingt ans de hausse continue, tout en tentant de séduire une clientèle locale plus jeune — d'une moyenne d'âge de 37 ans contre 50 ans en Europe. Dans les faits, l'aventure commerciale sur place s'est révélée beaucoup plus rude. En 2020, Renault cède ses parts à Dongfeng et jette l'éponge.

### "Mon erreur, ne pas avoir été assez courageux pour dire non"

À la tribune de nos confrères d'Automobilwoche, François Provost n'a pas fait dans la langue de bois. Devenu directeur général de Renault Group en juillet 2025 après avoir supervisé les opérations chinoises du constructeur en 2016 et 2017, il a qualifié de plus "grande erreur de sa carrière" le fait de ne pas avoir dit à Carlos Ghosn que ses ambitions commerciales en Chine étaient irréalistes. Selon ses mots, Renault a pris "le dernier train, dans le dernier wagon et sans billet", avant de se retrouver coincé sur place puis de rendre son tablier. Rappelons que François Provost s'était déjà confié sur Renault et la Chine. Un sujet qui lui tient visiblement à coeur.



### Des ambitions énormes, et un marché qui se retourne

Pendant plus d'une décennie d'importations modestes — autour de 30 000 à 35 000 voitures par an, après une première coentreprise Sanjiang Renault lancée en 1993 pour le Trafic et arrêtée en 2002 —, le constructeur français avait déjà pris du retard. Face à ces chiffres, les projections de Carlos Ghosn — qui visait 300 000, 500 000 voire 550 000 ventes avec les partenaires en 2018 — faisaient forcément un peu tâche. François Provost reconnaît avoir cherché des relais en interne sans en trouver (ce sont ses mots, invérifiables malgré tout), faute du courage de contredire frontalement le patron d'alors sur le poids du retard accumulé.

### Renault voit la Chine autrement

Dans sa feuille de route Futuready 2030, le dirigeant acte que Renault ne cherchera pas à court terme à vendre des voitures badgées Renault en Chine, préférant utiliser l'écosystème local comme un laboratoire d'ingénierie et d'approvisionnement au service de l'Europe, de l'Amérique latine et d'autres marchés internationaux. Désormais, la Chine pour Renault, c'est surtout des partenariats de développement pour "apprendre" (comme sur le projet Twingo) et des échanges avec Geely dans le cadre de l'entreprise Horse Powertrains. Et vu l'état actuel du marché chinois qui a perdu un quart de ses volumes en 2026 et qui produit beaucoup trop pour ce qu'il vend, on imagine bien que Renault ne tentera pas une nouvelle fois l'aventure à moins d'un plan beaucoup plus ciblé et moins risqué.

Abandon / Bévue
Arrêts / Libertés d'action
Cantique / Divinité
Continent
Récipient / Arrêt organique
Grincement
Doucher / Organe d'un organe
Monarque
Pagne / Mentionnées
Habitant un pays européen
Liquide vital
Tel quel / Incroyables
Entre-croiser des fils / Tonneau
Dieu égyptien du disque solaire
Affluent de la Dordogne / Moquerie
Germanium
Ville de carnaval
Souveraine
Terroristes basques
Pistolet semi-automatique (Parabellum) / Insipide
Doucereuse
Capitale de l'Italie
Nazi
Ionium / Amusement
Objets enfantins / Roi des francs
Équerre / Chemin de brousse
Plante herbacée / Style
Petit cigare / Raillerie
Le Messie
Capture
Conduire
Petit de l'ânesse
Pour remplacer / Polygone de huit côtés
Enveloppe de tissu / Mamelle
Familles d'ongulés à bois ramifiés
Arme de guerre / Mer
Chastes
Astique
Organe lymphoïde situé dans l'abdomen
Accostage
Vieil instrument / Longues périodes
L'Irlande poétique
Belle fleur / Avant le saut (course d')
Transpiration
Côté / Vêtement ample
Samarium / Monnaies roumaines
Lavabo
Prénom féminin / Monument funéraire
Belle fleur
Désir
Prolongement
Mauvais cheval / Acide désoxyribo-nucléique
Officiers féminins / Saisons
Possessif / Cubes de jeu
Négation / Train de banlieue
Lettre grecque / Troublé
Poète épique / Argent
Après bis
Puni
Île italienne
Dedans
Plaça
Anneau de cordage
Certain
Vapeur d'eau

## Le pétrole grimpe face aux craintes d'une escalade militaire régionale

Les cours du pétrole ont clôturé en hausse vendredi, dans un contexte de nouvelles craintes d'une escalade militaire dans la région, malgré la pression persistante liée aux anticipations d'une augmentation de l'offre et d'un ralentissement de la demande. Selon Reuters, le baril de Brent a progressé de 59 cents, soit 0,64 %, pour s'établir à 92,57 dollars, tandis que le baril de WTI, référence américaine, a gagné 77 cents, soit 0,93 %, pour atteindre 83,98 dollars.


# Les Enjeux Eco

*Quotidien national de l'économie*

Dimanche 22 novembre 2026 http:www.lesenjeuxeco.dz


ACCIDENTS DE LA ROUTE

### 9 morts et 508 blessés en 48 heures

Neuf (9) personnes ont trouvé la mort et 508 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 48 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique samedi, un bilan de la Protection civile. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 5 incendies urbains et divers dans les wilayas d'El-Tarf, Alger, Médéa et Batna, ajoute la même source, déplorant le décès d'une personne (64 ans) dans un incendie qui s'est déclaré dans un appartement dans la daïra d'El Omaria (Médéa). La Protection civile de la wilaya de Ghardaïa est également intervenue suite à une explosion provoquée par une fuite de gaz dans une cafétéria, causant des brûlures diverses à 4 personnes. Concernant la situation liée aux feux de forêts, les secours de la Protection civile ont procédé à l'extinction définitive de 27 incendies du couvert végétal.

FRANCE

### Le temps de la reconnaissance du passé colonial est venu

L'ancien Premier ministre français, Dominique de Villepin, a affirmé que le moment était "venu" de reconnaître le passé colonial de la France, évoquant les relations algéro-françaises et la polémique qui se poursuit dans son pays autour de cette question. Lors d'une conférence de presse au cours de laquelle il a annoncé vendredi sa candidature à l'élection présidentielle française de 2027, M. de Villepin a indiqué que le passé colonial continuait de peser sur la France, faisant état de la polarisation qui entoure la question de la colonisation et les relations avec l'Algérie, ainsi que de la relance du débat sur les accords de 1968. Ces déclarations s'inscrivent dans le cadre de la vision présentée par Dominique de Villepin pour l'avenir de la France, dans laquelle il a appelé à dépasser les divisions internes et à traiter les questions historiques non résolues.

CROISSANCE HORS HYDROCARBURES CONSOLIDÉE ET DÉFICIT BUDGÉTAIRE RÉDUIT

# La Banque mondiale salue la résilience de l'économie algérienne

L'économie algérienne, particulièrement le secteur hors hydrocarbures, a fait preuve de "résilience" en 2025, grâce aux investissements publics et une demande intérieure "solide", selon un nouveau rapport de la Banque mondiale (BM) rendu public jeudi.

"L'économie algérienne a enregistré une croissance estimée à 3,8 % en 2025, soutenue par un niveau élevé d'investissement public. L'activité a été portée par la résilience du secteur hors hydrocarbures, dont la croissance est estimée à 4,2%, tandis que le secteur des hydrocarbures aurait progressé de 1,5%", selon l'édition de l'automne 2026 du rapport de suivi de la situation économique en Algérie de la Banque mondiale, intitulée "Recettes des hydrocarbures et résilience budgétaire".

La BM maintient ainsi inchangées ses précédentes prévisions de croissance pour l'Algérie pour 2025 et 2026.

Les performances enregistrées ont été soutenues par "une demande intérieure dynamique, alimentée par l'investissement public et une consommation privée robuste", souligne la BM, ajoutant que



l'inflation est tombée en 2025 à 1,4% "son plus bas niveau depuis des années". Le déficit budgétaire s'est réduit à 10,4% du PIB contre 14% en 2024 "grâce à la bonne tenue des recettes hors hydrocarbures, notamment les dividendes exceptionnels versés par les entreprises publiques", note l'institution internationale.

"L'Algérie a fait preuve d'une réelle résilience, avec une croissance qui se maintient bien en dehors du secteur des hydrocarbures", a déclaré Cemile Hacibeyoglu, représentante résidente du Groupe de la Banque mondiale pour l'Algérie, citée dans un communiqué de la BM publié jeudi sur son site web. Le pays dispose, selon elle, de "fondamentaux pour bâtir une économie plus diversifiée et plus compétitive, et les choix de politique publique à venir joueront un rôle décisif pour libérer davantage son potentiel".

S'agissant des perspectives avancées dans le rapport, "la croissance du PIB devrait atteindre 3,7% en 2026, avec une reprise de la production d'hydrocarbures, en hausse de 3,8 % à la suite de l'assouplissement des quotas de production de l'OPEP".

Le déficit du compte courant devrait, selon les mêmes projections, "se réduire sensiblement à 2,9% du PIB en 2026, soutenu par un environnement de prix des hydrocarbures plus favorable".

La réduction du déficit budgétaire est "un signe encourageant qui démontre la capacité de l'Algérie à mobiliser des sources de financement au-delà des seules recettes issues des hydrocarbures", souligne la BM.

R E.

MDN

## Deux narcotrafiquants marocains neutralisés à Naâma

Deux narcotrafiquants de nationalité marocaine ayant refusé d'obtempérer, ont été neutralisés vendredi près de la bande frontalière ouest, dans le Secteur militaire de Naâma (2e Région militaire), alors qu'ils tentaient d'introduire sur le territoire national une quantité de kif traité s'élevant à plus de 50 kilogrammes, indique samedi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans la dynamique des efforts consentis visant la sécurisation des frontières nationales et la lutte contre les barons de la contrebande et la criminalité organisée, un détachement des Garde-Frontières a neutralisé, hier, vendredi 20 novembre 2026, près de la bande frontalière ouest, dans le Secteur militaire de Naâma, en 2ème Région militaire, deux (02) narcotrafiquants de nationalité marocaine, qui ont refusé d'obtempérer, alors qu'ils tentaient d'introduire sur le territoire national une quantité de kif traité s'élevant à plus de 50 kilogrammes. L'identité de l'un des narcotrafiquants a été établie: il s'agit du dénommé Khelifi Laid, né à Oulad Sidi Abdelhakem, Jerada (Maroc), selon la pièce d'identité trouvée en sa possession", précise la même source.

"Cette opération réaffirme la vigilance constante et la détermination des unités de l'Armée nationale populaire déployées à travers l'ensemble du territoire national pour faire face à ces criminels, quel qu'en soit le prix, et à mettre en échec leurs viles tentatives visant à porter atteinte à l'intégrité de notre territoire national ainsi qu'à la sécurité et à la quiétude de ses citoyens", conclut le communiqué.

APS

FRANCE

## Des millions d'euros versés par le Maroc à une société liée à un candidat à la présidentielle

Le Maroc a versé pendant plusieurs années des millions d'euros à une société de transport de luxe dont le champion français de judo Teddy Riner est le principal actionnaire, révèle une enquête publiée par Mediapart, soulevant des interrogations sur les relations financières entre le Makhzen et le candidat à la présidentielle française. Selon l'enquête, la société "Pullman Limousine Services", spécialisée dans le transport avec chauffeur, réalise 90% de son activité auprès du Roi marocain et de sa délégation lors de leurs séjours en France, selon un rapport établi en septembre 2023 par une commissaire aux comptes. Cette dernière avait alerté sur la forte dépendance de l'entreprise à ce client unique, estimant "difficile" de garantir la continuité de cette relation commerciale, étroitement liée à la personne de Teddy Riner.

Les montants financiers révélés par Mediapart sont considérables. L'entreprise a enregistré 8,7 millions d'euros de recettes en 2019, 2021 et 2022, dont un chiffre d'affaires exceptionnel de 7,1 millions d'euros en 2022. Entre 2021 et 2025, elle a réalisé 3,3 millions d'euros de bénéfices cumulés et a distribué 3,2 millions d'euros de dividendes à ses actionnaires.

Ces révélations interviennent alors que Teddy Riner, qui entretient depuis plus de dix ans une relation d'amitié avec le monarque marocain, a annoncé le 9 novembre sa candidature à l'élection présidentielle française.

APS

ÉLECTRICITÉ

## Une délégation du Sénégal visite les installations de Sonelgaz

Une délégation de la Société nationale d'électricité du Sénégal (Senelec) a été reçue jeudi 19 novembre dernier au siège de la direction générale de Sonelgaz, au terme d'une visite de travail en Algérie, organisée du 16 au 19 novembre 2026.

Selon un communiqué de Sonelgaz publié hier samedi, la délégation sénégalaise s'est rendue dans plusieurs wilayas et a visité différentes filiales du groupe. La rencontre avec les responsables de Sonelgaz a permis de faire le point sur la coopération entre l'Algérie et le Sénégal dans le domaine de l'énergie et d'examiner les moyens de la renforcer.

Les échanges ont notamment porté sur le partage d'expertise et de connaissances ainsi que sur le développement des programmes de formation. Les deux parties entendent élargir leur partenariat et inscrire leur coopération dans la durée, selon une approche gagnant-gagnant, assure la même source.

En marge de la rencontre, les représentants de Senelec ont visité le showroom numérique de Sonelgaz. Ils y ont découvert l'évolution du groupe et ses principaux projets dans la production, le transport et la distribution de l'électricité et du gaz, ainsi que dans les énergies renouvelables.

La visite a également permis de présenter les solutions et services développés par Sonelgaz pour accompagner les transformations du secteur énergétique et soutenir le développement en Afrique.

« Cette visite s'inscrit dans le développement des relations entre l'Algérie et le Sénégal et dans la volonté de renforcer l'intégration africaine et les partenariats Sud-Sud, notamment dans le secteur de l'énergie » conclut le communiqué.